

LE DEVOIR

Irak: les pays arabes montent au créneau

Aucun État arabe ne souhaite une attaque, affirme Moubarak

AGENCE FRANCE-PRESSE

Le Caire — Le président égyptien Hosni Moubarak, pourtant un des principaux alliés de Washington au Proche-Orient, a réitéré avec force hier son opposition à une attaque américaine contre l'Irak, ajoutant sa voix aux mises en garde désormais quasi quotidiennes d'autres dirigeants arabes.

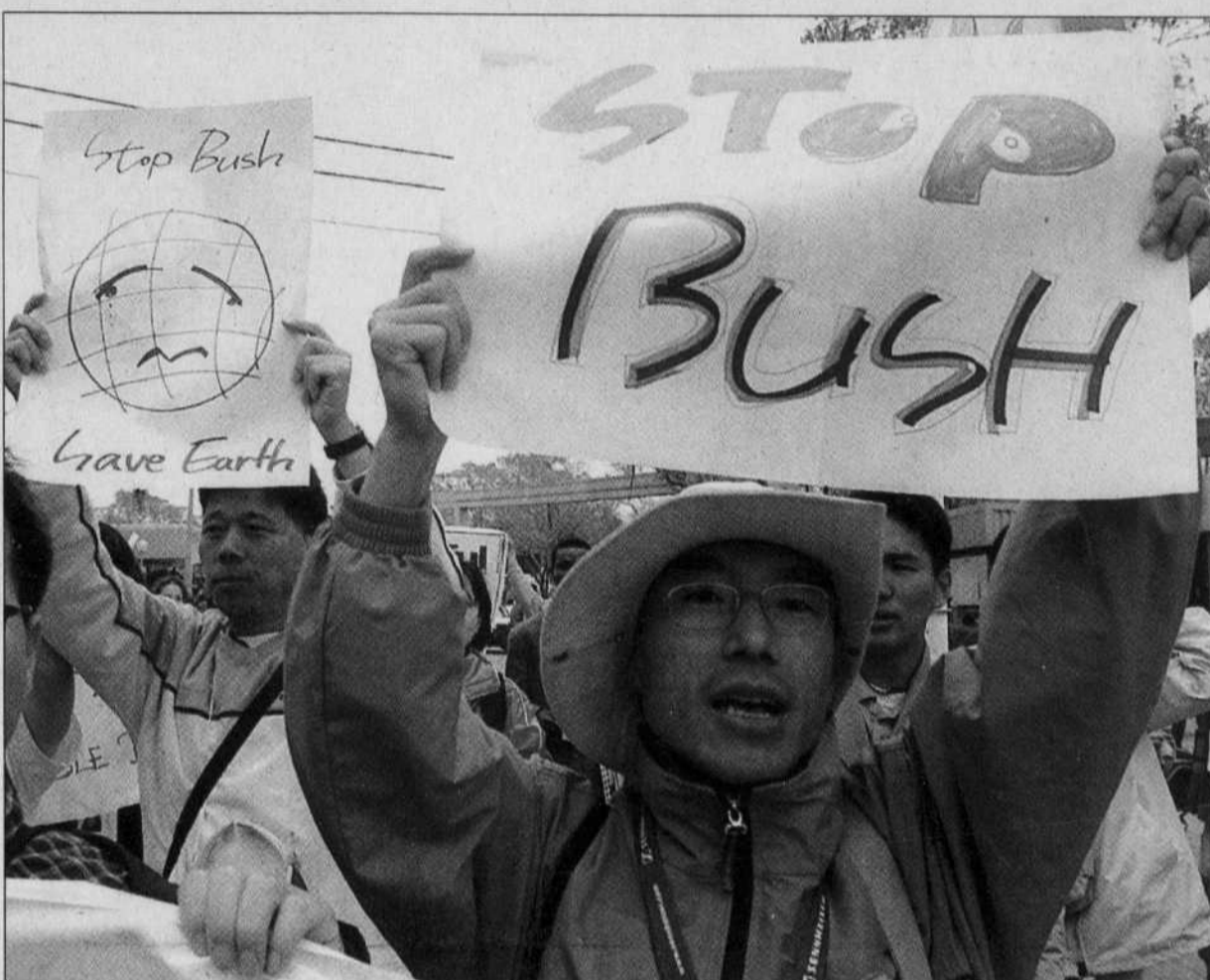
«Je ne pense pas qu'il y ait un État arabe qui veuille une attaque contre l'Irak, ni le Koweït, ni l'Arabie Saoudite, ni aucun autre pays» arabe ne souhaite cela, a affirmé M. Moubarak dans un discours devant des étudiants, à Alexandrie (nord), retransmis par la télévision nationale.

L'autre grand allié des États-Unis au Proche-Orient, l'Arabie Saoudite, «a clairement dit qu'elle ne permettra pas l'utilisation de ses bases pour attaquer l'Irak», a-t-il rappelé.

Le président George W. Bush a discuté hier avec le prince héritier Abdallah de «l'amitié éternelle» entre Washington et Riyad, juste avant de recevoir l'ambassadeur de l'Arabie Saoudite aux États-Unis pour tenter d'aplanir les contentieux entre les deux pays sur l'Irak.

VOIR PAGE A 8: IRAK

Les USA s'activent dans les coulisses à Johannesburg



HOWARD BURDITT REUTERS

Au Sommet de la Terre, à Johannesburg, des manifestants sud-coréens appelaient hier à stopper le président américain George W. Bush afin de sauver la planète.

Chrétien décevra ses députés pro-Kyoto

HÉLÈNE BUZZETTI DE NOTRE BUREAU D'OTTAWA

Le premier ministre Jean Chrétien risque de décevoir ses députés libéraux. Il n'a pas l'intention d'annoncer, comme plusieurs le lui demandent, la ratification du protocole de Kyoto lors de son passage à Johannesburg pour le Sommet de la Terre.

«La position qu'il a mise en avant à Chicoutimi est encore la position officielle», ont indiqué ses hauts fonctionnaires hier.

La semaine dernière, dans un discours important sur les orientations de son gouvernement au cours des 18 prochains mois, Jean Chrétien a déclaré qu'il annoncerait «une approche efficace pour atteindre les objectifs du protocole de Kyoto et probablement le

ratifier». Deux jours plus tard, 96 de ses députés signaient une lettre demandant la ratification sans condition du protocole. En entrevue avec *Le Devoir*, plusieurs d'entre eux ont demandé que le premier ministre en fasse l'annonce à Johannesburg et même qu'il promette le dépôt d'un budget canadien «vert».

VOIR PAGE A 8: CHRÉTIEN

■ Tentative d'effacer toute référence aux changements climatiques

■ Promotion des OGM en agriculture

LOUIS-GILLES FRANCOEUR ENVOYÉ DU DEVOIR

Johannesburg — Les États-Unis, devenus totalement invisibles au Sommet de Johannesburg sur le développement durable, sont passés à l'action sur plusieurs fronts dans les salles de négociation privées en tentant d'atténuer plusieurs volets du projet de Déclaration finale et du Plan de mise en œuvre qui devraient, en principe, permettre de matérialiser au cours de la prochaine décennie une partie des accords et consensus de Rio.

Au cours des dernières 48 heures, pendant que les officiels se lançaient dans les discours de bienvenue, les Américains tentaient de faire biffer la seule référence aux changements climatiques du projet de Déclaration finale en plus de tenter, affirmaient hier plusieurs sources, de faire ajouter dans le même document une phrase disant que les semences génétiquement modifiées constituent un des moyens par excellence de lutter contre la famine dans le monde, comme celle qui frappe présentement 13 millions d'Africains. L'affaire fait d'autant plus de vagues en Afrique que la Zambie a refusé d'accepter du maïs génétiquement modifié envoyé par les Américains pour lutter contre la famine dans ce pays.

VOIR PAGE A 8: USA

Lire aussi en page A 5

■ Des efforts trop timides pour protéger le patrimoine génétique



JACQUES NADEAU LE DEVOIR

Antidotes sur quatre pattes

Vivre avec chats et chiens aiderait les enfants à combattre les allergies

PAULINE GRAVEL LE DEVOIR

Contrairement à une croyance largement répandue, les enfants qui vivent en compagnie de chiens et de chats dès leur naissance risqueraient moins de développer des allergies à ces animaux ainsi qu'à de nombreux autres allergènes courants plus tard au cours de leur vie.

Selon les épidémiologistes de l'hôpital Henry Ford de Detroit, qui ont observé ce phénomène dans le cadre d'une longue étude effectuée auprès de 474 enfants ayant été suivis de la naissance jusqu'à l'âge de sept ans, une exposition précoce aux animaux domestiques aurait donc un effet protecteur sur l'apparition des allergies durant l'enfance.

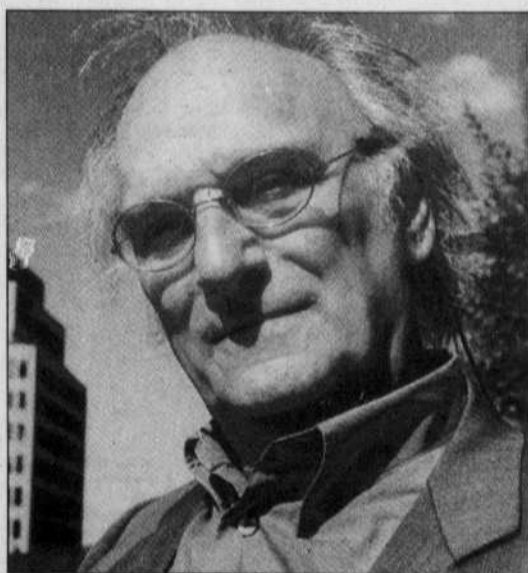
VOIR PAGE A 8: ANTIDOTES

INDEX

7	78313 00066 5
Annances.....	A 4
Bourse.....	B 2
Avis publics..	B 6
Carrières.....	B 4
Culture.....	B 7
Économie.....	B 1
Éditorial.....	A 6
Idées.....	A 7
Le monde.....	B 5
Les sports.....	B 6
Mots croisés..	B 6
Télévision.....	B 7
Météo.....	A 4

FESTIVAL DES FILMS DU MONDE

Carlos Saura, d'harmonie et de lumière



JACQUES GRENIER LE DEVOIR

Carlos Saura est venu hier accompagner son film *Salomé*, en compétition au FFM.

Vieil habitué du FFM mais aussi mélomane, l'Espagnol Carlos Saura livre avec *Salomé* (en compétition) une œuvre qui réconcilie bien des arts et rend hommage une fois de plus aux rythmes et aux couleurs de son pays.

ODILE TREMBLAY LE DEVOIR

Il est à lui seul un classique du septième art espagnol, avec une caméra ayant témoigné de sa société au long des décennies et des régimes. Il a beau avoir 35, 36 films à sa feuille de route (le cinéaste ne sait plus très bien), rieur, pétillant, rempli de projets, Carlos Saura ne vieillit pas vraiment. Son cinéma non plus. Certains créateurs apparaissent davantage de leur pays que d'autres, moins fouettés par les quatre vents de l'universalité. Difficile d'imaginer Espagnol plus Espagnol que Carlos Saura. «La génétique», répond-il en riant...

Il tourne depuis la fin des années 50, mais a connu une Espagne complètement différente de celle d'aujourd'hui, avec l'ombre noire de Franco derrière et des auto-

rités avec lesquelles il a dû ruser jadis en jouant dans son œuvre d'allégories et de symboles. Encore aujourd'hui, les thèmes traditionnels de la danse, de la musique, de l'art de son pays nourrissent ses films, mais Saura trouve son pays bien transformé. «Les visages, les vêtements, la taille, les expressions, rien n'est pareil», constate-t-il. Il n'est pas de la génération d'Almodóvar mais témoigne d'aujourd'hui... en se souvenant d'hier.

Sa mère était pianiste, son frère peintre. Carlos Saura fut d'abord photographe. Depuis, il marie les disciplines, rend à travers son cinéma hommage à Goya, à Buñuel, également à la danse et à la musique, comme dans *Carmen* et dans *Tango*. Il aime particulièrement le flamenco. «De toutes les musiques folkloriques, elle est celle qui évolue le plus», déclare-t-il.

VOIR PAGE A 8: SAURA



JACQUES GRENIER LE DEVOIR

Lire aussi en page B 8

■ Robert De Niro sauve l'honneur du festival



DU 26 AOÛT AU 4 SEPTEMBRE, SUIVEZ LE DÉROULEMENT DU SOMMET DE LA TERRE DANS LE DEVOIR.

- De Johannesburg, Louis-Gilles Francoeur rend compte des délibérations
 - Sur le site ledevoir.com, un dossier complet Sommet de la Terre www.ledevoir.com/dossiers/244/
 - Samedi prochain, un cahier spécial inséré dans *Le Devoir*

C'est normal d'avoir envie de s'évader et d'être choyé. Mais vous ne devriez pas être obligé de sortir de la voiture.

Ça fait du bien de s'évader, de se reposer et de se faire gâter. Des générations de constructeurs d'automobiles l'ont compris et ont promu leurs modèles comme étant de parfaits véhicules « d'évasion ». Mais ces derniers ont toujours été source de déception. Car il est impossible d'échapper au monde extérieur si celui-ci nous est sans cesse rappelé. Le bruit et les vibrations provenant de la route, du vent et du moteur se sont toujours infiltrés dans l'habitacle. Sauf au volant d'une Lexus. En effet, en à peine plus d'une décennie, nos véhicules se sont forgé une réputation légendaire pour leur silence de

roulement quasi total. Il n'en demeure pas moins que la nouvelle Lexus ES 300 représente un formidable bond en avant. Même pour Lexus. Incroyablement silencieuse, cette automobile dotée d'un moteur d'une grande souplesse répond immédiatement au moindre de vos désirs, vous offrant un plaisir de conduire inégalé. Afin de le découvrir, prenez rendez-vous chez votre concessionnaire Lexus pour un essai routier. Et laissez-vous choyer.

Pour contacter un concessionnaire Lexus ou en savoir plus :
1 800 26-LEXUS • www.lexus.ca

LA LEXUS ES 300 ~ À PARTIR DE 43 800 \$*

À la conquête de la perfection.  LEXUS



LA LEXUS ES 300

LE DEVOIR

ACTUALITÉS

Nouveau rebondissement au mégaprocès

L'avocat principal des Hells congédié

La Couronne veut réintégrer Maurice Boucher au groupe des 17 accusés

Jacques Bouchard démis de ses fonctions, une pluie de requêtes pour remise en liberté provisoire et une volonté ferme de la Couronne de ramener Maurice Boucher devant la justice. Le procès de 17 présumés membres ou associés des Hells Angels a connu hier une série de rebondissements qui renvoient aux calendes grecques la sélection du jury.

BRIAN MYLES
LE DEVOIR

Le principal avocat de la défense, Jacques Bouchard, a été démis de ses fonctions, à la surprise générale, hier, au procès de 17 présumés membres ou associés des Hells Angels, un exercice qui n'en finit plus de subir des ratés.

M. Bouchard a été congédié par ses clients, Luc Bordeleau et Richard Mayrand, deux présumés

membres des Nomads, hier matin, à la reprise des audiences devant le juge Pierre Béliveau. Celui-ci doit reprendre à zéro le procès pour gangstérisme, trafic de drogue et complot pour meurtre abandonné par son prédécesseur, Jean-Guy Boilard.

De toute évidence, M. Bouchard est victime d'une purge interne aux motifs flous. On lui reprocherait d'être responsable de la fuite d'un projet de règlement hors cour dans lequel tous les accusés se seraient engagés à plaider coupable en échange d'accusations réduites. Au total, 34 individus reliés aux Hells doivent subir des procès en trois groupes distincts pour une série d'accusations de meurtre, de complot pour meurtre, de trafic de drogue et de gangstérisme portées dans la foulée de l'opération Printemps 2001.

Un premier groupe de 17 accusés et leurs avocats ont tenu une réunion secrète, mercredi dernier à la prison de Bordeaux, pour discuter de l'affaire en l'absence de M. Bouchard et de sa conjointe, Lise Rochefort.

C'est à la suite de cette rencontre que M. Bouchard a reçu son congédiement. Il n'a formulé hier aucun commentaire. M. Rochefort continue pour l'heure de représenter son client, Ronald Paulin.

La rupture prive la défense de sa pièce maîtresse. M. Bouchard s'imposait comme le plaideur le plus aguerri au sein de l'équipe de neuf criminalistes assemblée pour ce procès, l'un des seuls à s'être déjà frottés à la loi antigang. Du propre aveu de son collègue Jean-Pierre Sharpe, il s'agit « d'un gros morceau » qu'il sera difficile de remplacer. Les accusés Mayrand et Bordeleau sont désormais représentés par François Taddeo, un jeune avocat qui connaît peu les causes impliquant des membres présumés du crime organisé. M. Taddeo a demandé un délai afin de se familiariser avec la preuve, au même titre que deux autres nouveaux venus au dossier, Dominique Larose et André Barbacki.

Le juge Béliveau devra décider demain s'il accepte d'ajouter un dix-huitième nom à la liste des accusés,

celui de Maurice Boucher. La Couronne a manifesté la ferme intention de l'intégrer dans le groupe, mais le juge veut d'abord connaître les disponibilités de son avocat, Jacques Laroche, un brillant criminaliste qui pourrait très bien reprendre le flambeau arraché des mains de M. Bouchard.

Une pluie de requêtes attend par ailleurs le juge Béliveau. Compte tenu des délais occasionnés par la tenue d'un deuxième procès, tous les accusés songent à réclamer leur remise en liberté provisoire. Quatre d'entre eux ont déjà annoncé par la bouche de leurs avocats qu'ils présenteraient très bientôt leurs requêtes. La Couronne s'opposera à toutes ces demandes compte tenu de la gravité des accusations.

Le juge devra également considérer une demande des avocats pour augmenter les tarifs de l'aide juridique puisque les généreux honoraires consentis par le juge Boilard ne s'appliquent plus. La défense s'attardera enfin au libellé de l'acte d'accusation, un document identifiant 134 cibles du vaste complot pour meurtre. Bref, tout le travail de défrichage préalable à la sélection du jury est à refaire dans ce procès.



M. Jacques Bouchard

Naufrage du Lady Duck

La famille de trois victimes poursuit la compagnie

PRESSE CANADIENNE

Ottawa — La famille de trois victimes montréalaises du naufrage du Lady Duck, un véhicule amphibie qui a sombré dans la rivière des Outaouais en juin dernier, a déposé, hier, une poursuite judiciaire contre la compagnie propriétaire du bateau.

Les proches de Doris Wong, 45 ans, et de ses deux filles Stephanie Yu, 14 ans, et Tiffany Yu, 5 ans, réclament un million de dollars en dommages à la compagnie Amphibus Lady Dive. Le capitaine du Lady Duck, Larry Harper, le concepteur et fabricant du véhicule, Daniel Beauchesne, et le procureur général du Canada sont également visés par la poursuite.

La tragédie du Lady Duck, qui a coûté la vie à quatre personnes, Marielle Fullum, une religieuse de 65 ans de Saint-Hyacinthe, a péri en même temps que Mme Wong et ses deux filles.

«Ce qui devait être une balade agréable à Ottawa pour ma famille s'est terminé en tragédie. Mais cela aurait pu être évité», a commenté par voie de communiqué le frère de Doris Wong, Richard, qui a survécu à l'accident.

«Les victimes et survivants, leurs familles et leurs amis, leurs connaissances, les éducateurs, enseignants, collègues et visiteurs à Ottawa et le public doivent obtenir l'assurance que cela ne se reproduira plus.»

Le Lady Duck, un camion Ford modifié pour pouvoir transporter des touristes sur terre et sur l'eau, a sombré en quelques secondes dans 12 mètres d'eau, non loin de la marina de Hull. Les quatre victimes sont demeurées coincées à l'intérieur du véhicule.

Six passagers et deux membres d'équipage ont réussi à nager vers le rivage ou ont été secourus par des plaisanciers.

Restauration d'une fresque à l'église Madonna della Difesa

Pas question de cacher Mussolini

KARINE FORTIN
LE DEVOIR

Près de 60 ans après sa réalisation, le portrait équestre du Duce qui décore la voûte de l'église montréalaise Madonna della Difesa fait encore couler de l'encre dans la presse canadienne.

Mais même s'il suscite la controverse, il n'est pas question de profiter des importants travaux de restauration de l'édifice patrimonial pour cacher ou métamorphoser celui que le Globe and Mail nomme «le Mussolini de Montréal».

L'objet du scandale fait partie d'une fresque réalisée dans les années 1930 par l'artiste italo-canadien Guido Nincheri pour commémorer la signature des Accords de Latran entre Pie XI et le chef de l'Etat italien, le 11 février 1929. Cette entente reconnaissait notamment la souveraineté du pape sur la Cité du Vatican.

Au total, l'œuvre couvre une superficie d'environ 1500 mètres carrés. Sa restauration, entamée en juillet, devrait coûter environ 1,5 million de dollars. Et le responsable du projet, Loris Palma, est formel: une fraction de cette somme servira à refaire une beauté au dictateur.

«La fresque ne fait pas de la publicité pour le fascisme. Ce n'est pas une apologie de la dictature», insiste l'homme qui se consacre depuis plus de 50 ans à la mise en valeur de l'un des joyaux de la Petite Italie. «Mussolini est là pour rester, parce qu'il est l'une des figures de l'épisode représenté.»

Il ajoute que le portrait du Duce est inamovible pour des raisons techniques. Dans une fresque, la couleur est en effet mêlée au plâtre et non peinte sur la surface. «On ne peut pas l'effacer sans abîmer le reste», explique-t-il. Or, «les fresques sont très, très rares au Québec. On a surtout des peintures.»

M. Palma raconte que le Duce ne figurait pas sur les premières ébauches de Nincheri pour l'église de la rue Henri-Julien. «Il a été ajouté à la demande des autorités, de la fabrique. Il faut se replacer dans le contexte. À l'époque, la décision a sans doute fait consensus.»

L'artiste a néanmoins payé cher pour son obéis-



Le Duce ne figurait pas sur les premières ébauches de Guido Nincheri. Il a été ajouté à la demande des autorités de la fabrique.

sance. Quelques années plus tard, en pleine guerre, il a en effet été accusé d'être un sympathisant fasciste et interné avec une poignée d'autres paroissiens dans un camp de prisonniers en Ontario.

Aujourd'hui, la présence d'un des grands dictateurs du XX^e siècle dans un lieu de culte provoque des sentiments divers: de la curiosité bien sûr, mais aussi beaucoup d'indignation. Même s'il comprend,

M. Palma s'en attriste. «On ne peut pas refaire l'histoire», soupire-t-il.

Pour lui, en s'attardant sur Mussolini, on rate l'essentiel. «Cette église est unique. C'est le berceau de l'histoire des Italo-Canadiens. Sa construction a été financée par des immigrants éduqués, mais pauvres. Plusieurs ont choisi de faire leur part pour la communauté avant même de se construire une maison.»

Sondage Environnics/Focus

Les référendums? Utiles, jugent les Canadiens

KATHLEEN LÉVESQUE
LE DEVOIR

Plus de deux Canadiens sur trois estiment que le référendum est un outil utile pour trancher des questions de politique publique. La proportion d'appui à cette façon de faire augmente à 73 % au Québec où les répondants en souhaitent toutefois l'utilisation uniquement sur des questions cruciales.

Si les Québécois sont favorables à l'approche référendaire, les Ontariens s'y montrent réticents. On compte seulement 31 % de répondants à l'ouest de la rivière des Outaouais qui croient qu'il s'agit d'une très bonne ou d'une assez bonne façon de décider des questions politiques importantes.

C'est ce qui ressort d'une tranche d'un sondage réalisé par Environnics/Focus pour l'Association d'études canadiennes du 25 juin au 16 juillet dernier auprès de 2002 Canadiens. Ce coup de sonde, dont la marge d'erreur est de plus ou moins 2,2 %, 19 fois sur

20, n'a toutefois pas directement associé la tenue de référendums à la question nationale.

Pourtant, l'Association d'études canadiennes a commandé cette étude dans la perspective de sa conférence sur la question de la démocratie au Canada prévue les 25 et 26 octobre prochains, ce qui coïncide avec le dixième anniversaire du référendum de Charlottetown sur l'unité au pays. D'ailleurs, il y a dix ans aujourd'hui, les premiers ministres du Canada signaient l'entente de Charlottetown, précise le directeur général de l'association, Jack Jedwab.

«On a l'impression que les Québécois sont plus prudents sur l'utilisation de référendums comme approche», souligne M. Jedwab. Je crois que les gens ont tendance à associer référendum avec débat sur l'unité nationale. C'est ce qui fait qu'ils disent qu'un référendum doit être associé à des enjeux très importants.»

En Alberta et en Colombie-Britannique, la population se dit ouverte à la tenue de référendums plus réguliers, question de donner une plus grande influence aux citoyens, affirme M. Jedwab.

Outre les questions sur les référendums, l'étude d'Environnics/Focus s'est attardée à la réforme des institutions démocratiques dont Le Devoir a déjà fait mention la semaine dernière. De plus, la firme a sondé les Canadiens sur les groupes de citoyens qui exercent trop ou pas assez d'influence sur la politique canadienne. Les trois quarts des Canadiens considèrent que les gens riches, le gouvernement des États-Unis ainsi que les grandes entreprises canadiennes ont trop d'influence alors que les simples citoyens, les petites entreprises et les Premières Nations n'en ont pas suffisamment.

Sur la liste des groupes trop influents, on retrouve en quatrième position les médias, suivis des syndicats. Pour ce dernier groupe, le sondage démontre que les répondants syndiqués n'ont pas tendance à décrire les syndicats comme ayant trop d'influence politique. L'âge apparaît également comme un facteur important puisque les répondants plus vieux estiment que les syndicats ont trop d'influence.

EN BREF

Décès de Abe Limonchik

(Le Devoir) — Le président-fondateur de l'Union des citoyens et citoyennes de l'île de Montréal (UCIM), Abe Limonchik, est décédé hier après une longue maladie. Chimiste et chercheur, M. Limonchik a représenté le district Côté-des-Neiges à l'Hôtel de ville de 1982 à 1984. Il a ensuite été président de

la Commission permanente du développement économique et président du Rassemblement des citoyens de Montréal (RCM) de 1978 à 1980 et de 1997 à 2001. Il a aussi joué un rôle majeur dans la fondation du parti de Gérald Tremblay, l'an dernier. «Abe Limonchik passera à l'histoire comme un rassembleur, un homme qui a consacré sa vie publique au rapprochement des composantes de la collectivité montréalaise», a déclaré le maire de Montréal.



Le choc du 11 septembre 2001 un an plus tard...
Congrès de L'entraide missionnaire
7 et 8 septembre 2002

Les événements tragiques du 11 septembre 2001 ont provoqué des ondes de choc autour de la planète et ont questionné notre compréhension de l'état du monde et des rapports entre les peuples. Nous examinerons la situation mondiale à la lumière de la « guerre au terrorisme » et de ses répercussions sur la mondialisation des marchés et des résistances. Nous réfléchirons à l'apport des religions dans la compréhension de la crise actuelle.

Personnes-ressources :

Lorraine Guay, responsable du projet de formation « Mouvements sociaux et citoyenneté » au Service aux collectivités de l'Université de Québec à Montréal (UQAM) : « Nouveaux défis pour la résistance citoyenne »

Thierry Hentsch, professeur au Département de science politique de l'UQAM : « Malaise dans la civilisation occidentale »

Jean Mouttapa, directeur du département Spiritualités des éditions Albin Michel à Paris : « La dimension politique du dialogue interreligieux »

Zo Randriamaro, chercheuse au réseau Third World Network pour l'Afrique, basé à Accra au Ghana : « Le développement dans la spirale des lois du marché : le cas du NEPAD »

Alejandro Teitelbaum, représentant de l'Association américaine de juristes auprès des organismes des Nations Unies à Genève : « Les droits humains : le compte à rebours »

Au CÉGEP Ahuntsic, 9055 rue Saint-Hubert, à Montréal
Côté : avant le 31 août, 95\$. Après, 110\$
Pour information : (514) 270-6089

miniman



BOUTIQUE

Enfants Deslongchamps

1007, RUE LAURIER OUEST,
OUTREMONT
TEL.: 274-2442



LES ACTUALITÉS

EN BREF

Regroupement en faveur de l'autoroute 25

(Le Devoir) — Impatientes de voir se réaliser le prolongement de l'autoroute 25, 14 municipalités de la couronne nord ont décidé de faire front commun pour inciter le gouvernement à donner le feu vert au projet attendu depuis plus de 35 ans.

Entente pour le développement de Laval

(Le Devoir) — Tourisme, protection des écosystèmes, technologies de l'information et industrie agroalimentaire et horticole figurent parmi les priorités que comptent privilégier Québec et ses partenaires de la région pour le développement de Laval au cours des cinq prochaines années.

Une autre accusation contre Michel Chrétien

(AP) — Un second chef d'accusation d'agression sexuelle sur une jeune fille de 18 ans a été signifié hier au fils adoptif du premier ministre canadien Jean Chrétien.

Landry reprend son plaidoyer sur l'union à l'européenne

ROBERT DUTRISAC DE NOTRE BUREAU DE QUÉBEC

Les Amériques devront se résoudre à former une vaste union à l'européenne et partager une nouvelle monnaie commune si les pays qui en font partie, y compris les riches États-Unis, veulent demeurer concurrentiels face à l'Europe.

«On n'applique pas de façon aveugle ce qui se fait ailleurs», pas question de «photocopier» leurs programmes politiques, a dit M. Charest.

Charest prend exemple sur le Nouveau-Brunswick

ROBERT DUTRISAC DE NOTRE BUREAU DE QUÉBEC

«Réinventer le Québec» n'est pas un slogan creux qu'entonnent depuis peu les libéraux de Jean Charest puisque cette réinvention étatique trouve sa démonstration concrète dans la province voisine du Nouveau-Brunswick.

au côté de M. Lord, a pu apporter un brin de substance à ce concept de réinvention du Québec qui semblait, encore hier, mystifier certains journalistes.

neté nationale. Visiblement, ce n'est plus vrai, a-t-il dit. La souveraineté est liée à des choses moins matérielles et plus pertinentes au destin des êtres humains.

Téléphone: 985-3322 Télécopieur: 985-3340

LES PETITES ANNONCES

Courriel: petitesannonces@ledevoir.com

IMMOBILIER RÉSIDENTIEL, COMMERCIAL, MARCHANDISES, OFFRES D'EMPLOI, PROPOSITIONS D'AFFAIRES ET DE SERVICES, VÉHICULES

164 CONDOMINIUMS À LOUER, 190 GARAGES, PARKING, 301 ŒUVRES D'ART, 450 EMPLOIS DIVERS, 599 MESSAGES, 695 AUTOMOBILES

103 CONDOMINIUMS ET COPROPRIÉTÉS, 160 APPARTEMENTS ET LOGEMENTS À LOUER, 121 ESTRIE, 167 MEUBLÉS, 170 HORS FRONTIÈRES À LOUER, 175 MAISONS DE CAMPAGNE À LOUER

259 ESPACES COMMERCIAUX ET INDUSTRIELS À LOUER, 303 ANTIQUITÉS, 307 LIVRES ET DISQUES, 325 INSTRUMENTS DE MUSIQUE, DÉCÈS

301 ŒUVRES D'ART, 450 EMPLOIS DIVERS, 599 MESSAGES, 695 AUTOMOBILES, DÉCÈS

599 MESSAGES, 695 AUTOMOBILES, DÉCÈS

MINIVAN PLYMOUTH VOYAGER 94, LES ENFANTS DU MONDE, DÉCÈS

103 CONDOMINIUMS ET COPROPRIÉTÉS, 160 APPARTEMENTS ET LOGEMENTS À LOUER, 121 ESTRIE, 167 MEUBLÉS, 170 HORS FRONTIÈRES À LOUER, 175 MAISONS DE CAMPAGNE À LOUER

190 GARAGES, PARKING, 301 ŒUVRES D'ART, 450 EMPLOIS DIVERS, 599 MESSAGES, 695 AUTOMOBILES, DÉCÈS

301 ŒUVRES D'ART, 450 EMPLOIS DIVERS, 599 MESSAGES, 695 AUTOMOBILES, DÉCÈS

599 MESSAGES, 695 AUTOMOBILES, DÉCÈS

695 AUTOMOBILES, DÉCÈS

DÉCÈS

Environnement Canada, Prévisions météo Montréal

160 APPARTEMENTS ET LOGEMENTS À LOUER, 175 MAISONS DE CAMPAGNE À LOUER

301 ŒUVRES D'ART, 450 EMPLOIS DIVERS, 599 MESSAGES, 695 AUTOMOBILES, DÉCÈS

599 MESSAGES, 695 AUTOMOBILES, DÉCÈS

DÉCÈS

DÉCÈS

DÉCÈS

Environnement Canada, Prévisions météo Montréal

160 APPARTEMENTS ET LOGEMENTS À LOUER, 175 MAISONS DE CAMPAGNE À LOUER

301 ŒUVRES D'ART, 450 EMPLOIS DIVERS, 599 MESSAGES, 695 AUTOMOBILES, DÉCÈS

599 MESSAGES, 695 AUTOMOBILES, DÉCÈS

DÉCÈS

DÉCÈS

DÉCÈS

Environnement Canada, Prévisions météo Montréal

160 APPARTEMENTS ET LOGEMENTS À LOUER, 175 MAISONS DE CAMPAGNE À LOUER

301 ŒUVRES D'ART, 450 EMPLOIS DIVERS, 599 MESSAGES, 695 AUTOMOBILES, DÉCÈS

599 MESSAGES, 695 AUTOMOBILES, DÉCÈS

DÉCÈS

DÉCÈS

DÉCÈS

Environnement Canada, Prévisions météo Montréal

160 APPARTEMENTS ET LOGEMENTS À LOUER, 175 MAISONS DE CAMPAGNE À LOUER

301 ŒUVRES D'ART, 450 EMPLOIS DIVERS, 599 MESSAGES, 695 AUTOMOBILES, DÉCÈS

599 MESSAGES, 695 AUTOMOBILES, DÉCÈS

DÉCÈS

DÉCÈS

DÉCÈS

Environnement Canada, Prévisions météo Montréal

160 APPARTEMENTS ET LOGEMENTS À LOUER, 175 MAISONS DE CAMPAGNE À LOUER

301 ŒUVRES D'ART, 450 EMPLOIS DIVERS, 599 MESSAGES, 695 AUTOMOBILES, DÉCÈS

599 MESSAGES, 695 AUTOMOBILES, DÉCÈS

DÉCÈS

DÉCÈS

DÉCÈS

Environnement Canada, Prévisions météo Montréal

• LES ACTUALITÉS •

Le « rôle vital »
des peuples
indigènes

AGENCE FRANCE-PRESSE

Johannesburg — Expropriés pour faire place à des forages miniers, spoliés de leur savoir ou de leurs plantes traditionnelles, menacés par la fonte des glaces arctiques, les peuples indigènes voient leur sort et leur environnement se dégrader et veulent que le Sommet de la Terre proclame leur « rôle vital dans le développement durable ».

Ponchos andins, tatouages maoris, tresses indiennes et couvre-chefs emplumés amazoniens ont investi hier l'ultramoderne librairie de Sandton, à deux pas du centre de conférences, pour présenter leur Déclaration politique, issue d'un sommet indigène la semaine dernière à Kimberley (Afrique du Sud).

Les peuples indigènes plaident pour l'inscription dans la déclaration finale du sommet d'une simple phrase garde-fou: « Nous réaffirmons le rôle vital des peuples indigènes dans le développement durable. » Au nom de leur relation unique à la Terre, de leur savoir traditionnel, de leur vision d'un monde « durable ».

« Il ne peut y avoir de développement durable sans reconnaissance des droits des peuples indigènes sur leurs terres et sur le contrôle de leurs ressources », a déclaré Victoria Tauli-Corpuz, du peuple Kankanaey-Igorot (Philippines), au nom du Groupe des peuples indigènes.

Les indigènes, qui représentent 5000 peuples et 350 millions de personnes à travers le monde, ont dénoncé le « sommet de l'avidité durable » de Johannesburg et la détérioration des conditions des peuples indigènes — « premières nations », comme ils se définissent — depuis le premier Sommet de la Terre de Rio en 1992.

« La globalisation économique est l'un des principaux obstacles aux droits des peuples indigènes » apparus depuis Rio, pose la Déclaration de Kimberley, le pendant de la Déclaration de Kari-Oca en 1992.

« Firmes transnationales et pays industrialisés imposent leur ordre du jour sur les négociations internationales [...]. Des niveaux intenable d'extraction minière, de culture, de production et de consommation » ont entraîné une pauvreté, un pillage et une expropriation accrue des indigènes, poursuit la Déclaration.

Inuits de l'Arctique menacés par le réchauffement climatique, indigènes des Philippines chassés par l'exploitation minière, les premières nations ont des priorités diverses, mais toutes réclament une « pause », un temps de « guérison ».

Renouvelable
ou pas ?

AGENCE FRANCE-PRESSE

Johannesburg — Les écologistes ont accusé hier l'Union européenne à Johannesburg de vouloir comptabiliser l'électricité fabriquée à partir des grands barrages hydroélectriques dans une proposition visant à fixer à 15 % la part des énergies renouvelables en 2010 dans la consommation énergétique mondiale.

« Cette proposition est inacceptable », a déclaré à la presse Jennifer Morgan, du Fonds mondial pour la nature (WWF), au nom d'une coalition de sept associations écologistes (ECO).

Selon Mme Morgan, seules l'énergie éolienne, l'énergie solaire, la géothermie (énergie provenant des sources d'eau chaude de l'écorce terrestre), l'énergie obtenue à partir de micro-barrages et celle tirée de l'exploitation raisonnable des forêts devraient être reconnues comme renouvelables.

Mme Morgan s'est référée à une proposition faite dimanche par l'UE dans les négociations informelles qui ont commencé à huis clos avant même l'ouverture lundi du Sommet de la Terre.

Elle fait partie des sujets controversés d'un plan d'action pour rendre compatibles croissance économique et environnement qui doivent adopter le 4 septembre, au dernier jour du sommet, 104 chefs d'État et de gouvernement avec une « Déclaration de Johannesburg ».



MIKE HUTCHINGS REUTERS

Un délégué passe devant un immense globe terrestre érigé à Johannesburg à l'occasion du Sommet de la Terre.

Des efforts trop timides pour
protéger le patrimoine génétique

Plus de 11 000 espèces vivantes sont menacées de disparition

LOUIS-GILLES FRANCOEUR
ENVOYÉ DU DEVOIR

Johannesburg — Malgré l'importance biologique et économique du patrimoine génétique de la planète et la décision d'enrayer la disparition des espèces, prise à Rio en 1992, gouvernements, entreprises et ONG ont dépensé ensemble depuis 10 ans quelque 2,9 milliards de dollars, soit moins de 1 % de ce qu'ils ont investi dans la production agricole, une des causes d'extinction des espèces vivantes en raison de la déforestation et des formes de contamination toxique qu'elle engendre.

C'est ce qu'a affirmé hier Peter Shei, le conseiller spécial en matière de biodiversité du secrétaire général de l'ONU, Kofi Annan, qui dressait au Sommet de Johannesburg un bilan des mesures que les gouvernements nationaux doivent maintenant mettre en place pour enrayer l'accélération du rythme d'extinction des espèces, aujourd'hui 1000 fois supérieur à ce qu'il était dans le dernier millénaire.

Depuis 10 ans, la Terre a perdu 10 millions d'hectares de forêt dont dépendent la plupart des espèces vivantes, soit une superficie supérieure à celle du Venezuela. Dans les pays tropicaux, les « volcans » biologiques de la planète, pourrait-on dire, le déboisement a atteint 4 % en dix ans, un rythme jugé insoutenable par tous les spécialistes. Le quart des pêcheries du monde sont surexploitées même si elles font vivre 400 millions de personnes. Le quart des récifs de corail ont été totalement stérilisés par le réchauffement des océans et l'autre tiers est menacé de mort d'ici 10 ans. Plus de 11 000 espèces vivantes sont actuellement menacées de disparition, plus de 800 sont déjà du passé et 5000 autres sont sur le point de l'être.

Le Sommet de Johannesburg propose à la communauté internationale d'enrayer d'ici 2010 ce mouvement, qui menace des espèces comme le che-

lier cuivré au Québec, prenant toutes les mesures pour assurer d'ici huit ans non seulement leur survie mais leur rétablissement. Cet objectif « mesurable » effraie beaucoup de gouvernements, dont le Canada, parce qu'on pourra mesurer très concrètement leur performance environnementale au-delà des beaux discours.

Pour arriver à renverser les tendances actuelles, précise Peter Shei, il faut modifier la prise de décision dans les appareils gouvernementaux où souvent la culture environnementale des ministres et premiers ministres ne dépasse pas les vieux schémas économiques des années 1950.

Ce spécialiste onusien met beaucoup d'espoir dans la récente mobilisation des magistrats, ici à Johannesburg, qui ont approuvé une déclaration de principe pour faire du droit un véritable rempart des espèces vivantes en appliquant avec plus de vision et de rigueur les lois environnementales. Il faut aussi, dit-il, des budgets à la hauteur de la valeur de ce trésor planétaire, évalué à 33 trilliards de dollars US, dont la planète tire une valeur économique marchande annuelle de 3 trilliards de dollars.

Les négociations en cours sur les règles commerciales sont fondamentales, ajoute cet expert de l'ONU, parce qu'il faut assooir sur des règles transparentes et légales la manière de conjuguer économie et environnement au lieu de laisser ces arbitrages aux mains des politiciens et des lobbyistes. Il faut aussi, dit-il, établir des objectifs de protection minimale pour chaque pays. Globalement, la norme de l'Union internationale pour la conservation de la nature, qui vise à protéger au moins 8 % de chaque territoire national, lui apparaît comme un minimum qu'il faudra compléter, à son avis, par des corridors

reliant toutes ces aires protégées si l'on ne veut pas que celles-ci deviennent les cercueils verts de nouvelles espèces. La hausse de cette norme à 12 %, que visent désormais des provinces comme l'Ontario alors que le Québec ne dépasse pas les 4 %, n'est pas suffisante, dit-il, car certains territoires sont plus riches que d'autres et, là comme dans le dossier des changements climatiques, il faut envisager une « responsabilité différenciée », c'est-à-dire adaptée à la taille des problèmes et des enjeux locaux.

En entrevue au Devoir, Peter Shei ajoutera qu'il faudra réformer plusieurs ministères de l'Environnement dans le monde parce qu'y sévit souvent une culture technologique, généralement causée par une surreprésentation de professions techniques, alors qu'il faudrait leur inculquer prioritairement une culture du vivant en accordant une large place aux biologistes, y compris au niveau décisionnel.

Mais il y a pire, à son avis, car dans plusieurs pays le patronage transforme les aires protégées en passoires au profit des braconniers et pilliers parce que les gardiens des parcs sont mal payés et qu'ils survivent grâce aux pots-de-vin.

Peter Shei reconnaît que la gestion de la biodiversité serait simplifiée, pour ne pas dire renforcée, si les principaux pays producteurs de bois mettaient à l'agenda de Johannesburg un projet de convention sur la protection des forêts. Pour l'instant, les pays producteurs s'opposent à toute convention à savoir conservatinniste ou à un protocole sous l'empire de la Convention sur la biodiversité. Ils préféreraient, comme le Canada, une convention « commerciale » sur les forêts, relevant d'instances comme l'Organisation mondiale du commerce (OMC)...



Place aux actes concrets

REUTERS

Johannesburg — Au deuxième jour du Sommet de la Terre à Johannesburg, le secrétaire général de la conférence a nié hier que les discussions n'aboutiraient à rien de concret et s'est engagé à ce que le fossé entre les pays riches et pauvres soit réduit sans endommager la planète.

« Cette conférence sera différente », a déclaré Nitin Desai sur les ondes de la radio publique sud-africaine. « Nous sommes concentrés sur l'action. »

Les délégations officielles se sont réunies dans le centre de conférences bouclé par les forces de l'ordre, dans le quartier cosu de Sandton, à un jet de pierres de l'un des plus pauvres townships de la capitale économique.

Elles débattaient hier de l'agriculture et de nouveaux partenariats permettant la mise en œuvre des accords qui devraient être signés à Johannesburg.

Parmi les principaux thèmes abordés pendant ces

dix jours figurent l'accès à l'eau potable et aux installations sanitaires, l'énergie, la santé, la sécurité alimentaire et la biodiversité.

Selon Desai, le Sommet de Johannesburg aurait de meilleures chances de réussite que la première réunion du genre, organisée à Rio de Janeiro en 1992, puisque les débats sont axés sur des engagements pris il y a deux ans.

Plus d'une centaine de chefs d'État et de gouvernement doivent se réunir en début de semaine prochaine dans la métropole sud-africaine pour signer un « plan d'application », destiné à mettre en œuvre les engagements pris à Rio, allant de la promotion de l'énergie « propre » au combat de la pandémie du sida.

Mais l'absence notoire du président américain George W. Bush, qui a déjà fait faux bond pour la conférence de Kyoto sur la réduction des émissions de gaz à effet de serre, a ravivé les craintes que le Sommet de la Terre n'aille guère plus loin que Rio.

Une participation record

LOUIS-GILLES FRANCOEUR
ENVOYÉ DU DEVOIR

Johannesburg — Le Sommet de Johannesburg sur le développement durable vient de battre le record de l'ONU pour la participation à une réunion internationale. En effet, 190 pays sur un total possible de 195 sont officiellement inscrits depuis hier, ce qui classe non seulement le Sommet de Rio de 1992, mais même l'historique participation à l'Assemblée générale de l'ONU de l'an 2000, appelée le Sommet du Millénaire.

Les cinq pays encore non inscrits sont le Tchad, Saint-Vincent-et-les-Grenadines, la République de Saint-Marin, la République de Nauru et le Turkménistan.

Par ailleurs, 104 chefs d'État se sont pour l'instant inscrits au Sommet, ce qui est inférieur aux quelque 120 qui s'étaient présentés à Rio. Mais la liste s'allonge de jour en jour, notait-on hier au Secrétariat.

Quelque 7000 délégués de gouvernements et d'organismes sont inscrits aux délibérations du Sommet. Les neuf grands groupes reconnus au titre de « groupes majeurs », comme Greenpeace, Les Amis de la Terre, le WWF ou l'Union internationale pour la conservation de la nature (UICN), sont représentés par 5812 délégués, qui discutent et longent les corridors en sollicitant les journalistes, en montant des dossiers et des conférences de presse et, surtout, en assiégeant délégués et délégations par un intense lobby.

Quant aux journalistes dûment accrédités, leur nombre atteint le chiffre impressionnant de 2932, probablement un autre record mais non confirmé, celui-là.

On évalue ici à au moins 30 000 le nombre de participants inscrits au Forum global de la société civile, le contre-sommet où s'élabore une vision beaucoup plus à l'échelle humaine des problèmes de développement et d'environnement.

EN BREF

Coke et sida

(AFP) — Une série de manifestations seront organisées le 17 octobre en France, en Thaïlande et en Afrique du Sud, ainsi qu'aux États-Unis et au Maroc, pour demander à la firme Coca Cola d'engager une politique de prise en charge de ses employés malades du sida ou contaminés par le virus, ont annoncé à Johannesburg des organisations de lutte contre la pandémie. L'organisation non gouvernementale américaine Health Global Access Project (GAP), Act Up et le Mouvement panafricain d'accès au traitement VIH/sida ont souligné dans un communiqué que Coca Cola a « enregistré depuis des dizaines d'années des profits grandissants avec des coûts de main-d'œuvre extrêmement bas, mais [qu'elle] refuse d'accorder à plus qu'une infime

partie de ses employés une couverture médicale complète ».

Un interdit défié

(Reuters) — Des militants écologistes et antimondialisés ont appelé hier à manifester samedi en marge du Sommet de la Terre à Johannesburg malgré l'interdiction de leur défilé, risquant l'affrontement avec la police. Les militants du Forum global, qui a pris ses quartiers dans le sud de la métropole sud-africaine, refusent d'emprunter le parcours établi par les autorités et se sont vu interdire leur manifestation, a expliqué la police. « Nous ne permettrons à personne de nous museler », a déclaré le révérend Desmond Lesjane, organisateur du Forum global. La manifestation de samedi aura bien lieu.

Élégance, site exceptionnel et savoir-faire :
tout sous un même toit

Plaire à tous et chacun n'est pas chose facile mais en choisissant le Marriott Château Champlain, vous mettez toutes les chances de votre côté. Avec plus de 35 ans d'expérience Le Marriott Château Champlain a acquis une réputation qui assurera le succès de vos réunions d'affaires et galas.

L'hôtel et ses 22 salons élégants peuvent accommoder jusqu'à mille personnes. Le Marriott Château Champlain, l'endroit à redécouvrir pour tous vos besoins en hôtellerie.

1, Place du Canada, Montréal, Québec, H3B 2C9
Tél : 514-878-9000 Téléc : 514-878-6777
www.marriott-hotels.com/yulcc info@chateauchamplain.com

É D I T O R I A L

Une responsabilité d'entreprise

C'est par une confortable majorité que les résidents de Murdochville ont voté, dimanche dernier, la fermeture de leur petite ville minière située à l'intérieur de la péninsule gaspésienne. Voilà une conclusion bien triste à laquelle doivent se résoudre des citoyens à qui on avait fait miroiter une vie confortable au service d'une multinationale qui s'en tire finalement à trop bon compte.

Les habitants de Murdochville fêteront le cinquantième anniversaire de leur municipalité l'an prochain, l'année même où la Ville pourrait fermer ses portes. Au rythme où vont les choses depuis la fermeture de la mine de cuivre en 1999, bientôt suivie par la fermeture de la fonderie en avril dernier, il risque de ne plus y avoir beaucoup de monde pour célébrer cet anniversaire. Déjà, plusieurs maisons sont vides. D'ici un peu plus d'un an, les services locaux seront affectés à leur tour puisque la compagnie aura cessé de payer ses taxes, elle qui assumait 70 % du mince budget de la municipalité. Le gouvernement du Québec s'est engagé à entretenir les routes et à maintenir les soins de santé et d'éducation jusqu'en décembre 2003, mais par la suite, c'est le noir.

Si Murdochville s'éteint, ce ne sera pas la première fois qu'on aura vu une ville minière disparaître. Il y a quelques années, on a littéralement rasé le village de Gagnon. Chaque fois, c'est un drame, pour cause! Mais c'est difficile d'imaginer comment il pourrait en être autrement. Le Québec est un vaste pays où plusieurs villes et villages peu peuplés doivent leur existence à la seule présence d'une ressource naturelle particulière. Ici c'est la pêche, là le cuivre, l'or ou la forêt. Tant que la richesse abonde, les travailleurs gagnent bien leur vie, souvent mieux qu'ailleurs. Mais lorsque la richesse vient à disparaître, qu'on lui trouve un substitut ou que son prix chute sous le seuil de la rentabilité, alors c'est le drame.

Pour éviter le pire, on se mobilise, on lance des idées, on fait appel aux gouvernements et en dernier recours on parle de tourisme... Mais la plupart du temps, on ne trouve rien qui puisse remplacer l'activité d'origine et il ne reste plus qu'à plier bagage pour un ailleurs plus prometteur.

Le scénario est toujours le même et pourtant, il se répète comme si quelque miracle pouvait toujours survenir. La fermeture de la mine et ses conséquences sur la ville et ses habitants, il en avait été question déjà en 1982, puis en 1987. Il était écrit dans le ciel que Murdochville perdrait sa principale source d'emplois et de richesse un jour. Pourtant, aucun gouvernement n'est jamais intervenu de façon préventive afin de forcer la multinationale à créer un fonds de compensation pour le jour où elle cesserait ses activités.

La fermeture d'une ville dont l'existence avait été rendue nécessaire par la seule production d'une entreprise relève de la responsabilité de cette entreprise et non des gouvernements. De son côté, l'État a déjà largement fait sa part en fournissant les services publics adéquats pendant toutes ces années. D'autant qu'il aura aussi la responsabilité de replacer les employés de ses propres institutions et de prendre à sa charge les infrastructures publiques une fois les gens partis.

Aujourd'hui, c'est donc à Noranda qu'il revient de dédommager de façon adéquate les centaines de ménages désormais prisonniers de cette enclave. Pour ces familles, il n'y a pas que le régime de retraite qui importe, il y a aussi la maison dont la valeur a fondu comme neige au soleil à la suite de la fermeture des installations productives. Après tout, ce sont ces gens, cette communauté qui a permis à Noranda de se développer pendant 50 ans.

jrnsanfacon@ledevoir.ca

L'interdit espagnol

Trois semaines après que le gouvernement français eût commandé la dissolution du groupuscule d'extrême-droite Unité radicale, c'est au tour du gouvernement espagnol d'ordonner la mise entre parenthèses d'une formation politique non négligeable. Il s'agit en effet du parti basque Batasuna. Après avoir enquêté pendant cinq ans sur les us et coutumes financiers de cette formation, le juge Baltasar Garçon, célèbre depuis l'arrestation de Pinochet, a mis à jour les liens étroits qu'il y avait entre cette organisation et l'ETA. Grosso modo, Batasuna était davantage qu'une simple et innocente vitrine légale du courant indépendantiste basque.

Comme il se doit, les élus espagnols ont sauté sur l'occasion fournie par le juge Garçon pour voter par une large majorité la mise au ban de Batasuna. À la suite des conclusions du juge qui prouvent que ce parti est un appendice de l'ETA, qu'il est loin, dit autrement, d'observer la distance qui existe entre l'IRA et le Sinn Féin, les députés de droite comme de gauche ont voté la résolution en question tout en précisant que les personnes élues sous la bannière Batasuna pourraient continuer à siéger au Parlement.

Toute cette opération a été menée aussi rondement que rapidement après que l'ETA eût commis au début du présent mois un autre de ces attentats barbares dont il est coutumier. En refusant de prononcer les mots qui se conjuguent avec la compassion, histoire de se dissocier des fanatiques de l'ETA, Batasuna n'a fait que précipiter le geste que l'on sait. À cet égard, on notera, on retiendra que pas une fois au cours des 30 dernières années, soit depuis que les sectaires de l'ETA ont opté pour la violence aveugle, que pas une fois donc Batasuna n'a formulé le moindre regret.

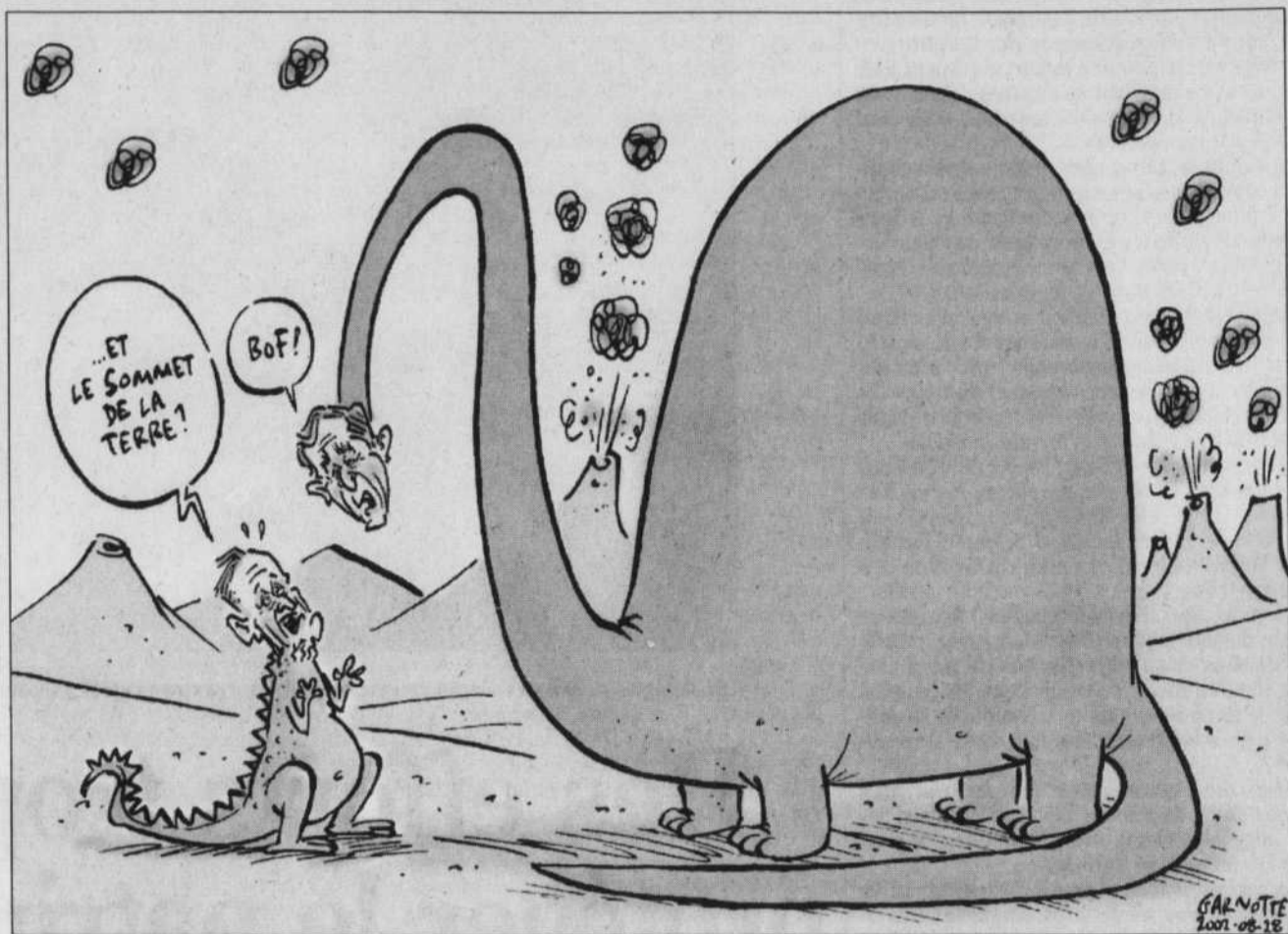
Pire, Batasuna s'est presque toujours abstenue de critiquer les deux organisations de jeunes qui, au cours des deux dernières années, ont multiplié les bastonnades, fréquemment accompagnées de cocktails Molotov. Pour la seule année 2000, les jeunes de Jarraï — organisation à qui revient le devoir, si l'on peut dire, de faire la lutte dans les rues — ont signé 350 attentats. En général, les élus locaux, les nationalistes modérés et les journalistes sont les cibles de prédilection de ces militants qui adhèrent à un projet qui, derrière ses louvoiements sémantiques, cache une idéologie raciste, sectaire, fanatique.

Batasuna désormais déclarée hors-la-loi, la très grande majorité des Basques (85 %) qui s'opposent à la politique revue et corrigée par l'ETA, sont dans l'obligation d'amorcer un débat sur les enjeux que cet interdit implique. Depuis que l'Espagne a opté pour la démocratie, les pouvoirs accordés tant aux Basques qu'aux Catalans s'avèrent de loin plus importants que ceux alloués aux landers allemands. De quoi méditer!

LE DEVOIR

FONDÉ PAR HENRI BOURASSA
LE 10 JANVIER 1910
FAIS CE QUE DOIS

Directeur BERNARD DESCÔTEAUX
Rédacteur en chef JEAN-ROBERT SANSFAÇON
Vice-présidente finances et administration CATHERINE LABERGE
Directeur de l'information JULES RICHER
Directeurs adjoints de l'information PIERRE BEAULIEU,
MARIE-ANDRÉE LAMONTAGNE, LOUIS LAPIERRE
Directeur artistique CHRISTIAN TIFFET
Directeur, ventes publicitaires NICOLE CALESTAGNE



L E T T R E S

Quel traitement donner aux religions?

Je souscris totalement au texte de Xavier Gravend-Tirole paru dans *Le Devoir*, le 20 août dernier, au sujet du traitement donné aux religions. C'est comme si je l'avais écrit. Il remet des choses en place. Et on reconnaît à sa manière la fougue et la force de la jeunesse. Cependant, en le lisant, j'ai quand même eu le goût de réagir.

La réalité est complexe et tout est possible. Bien sûr que Karol Wojtyła est une star, comme Gandhi et Martin Luther King. Et il se trouve qu'il est pape, ce qui lui apporte une audience particulière. Il est star à cause des expériences de vie qui l'ont formé, à cause du courage indéniable qu'il manifeste, à cause des valeurs profondes qu'il véhicule. Il est un phare comme Gandhi et Martin Luther King et Mère Teresa et le Dalai-lama. Les jeunes (et les autres) l'aiment pour ça. Et les jeunes l'aiment parce que Karol Wojtyła aime les jeunes. On l'a tous vu. En présence des jeunes, Karol Wojtyła se dépile, se déploie, sourit, reprend vie. C'est un aspect attachant de sa personne.

Le spirituel est invisible. L'humain, lui, est visible. Et les journalistes, eux, sont des reporters du visible. Ils sont eux-mêmes touchés, émus, par cette relation affectueuse entre le pape et les jeunes. C'est beau, non, de voir des milliers de jeunes traverser la planète pour s'approcher d'un vieil homme malade au cœur si jeune, si brûlant, si passionné, si généreux? C'est profondément humain. Les journalistes en sont témoins et le montrent au monde. Aux théologiens de faire leur travail de théologiens. Le pape peut bien avoir ses problèmes et ses travers de pape, mais quand un phénomène aussi intense se produit, l'émotion nous prend,

et on ressent le besoin de la communiquer. C'est humain. Et les journalistes sont là pour nous aider à réaliser cet exutoire. Merci Xavier Gravend-Tirole et merci aux journalistes.

Garnier Poulin
Le 22 août 2002

Pourquoi ignorer nos vins?

Je viens d'acheter *Le guide complet des fromages du Québec* de Jules Roiseux, qui vient d'être publié. C'est un ouvrage étonnant qui nous fait découvrir des centaines de fromages de chez nous fabriqués par plus d'une cinquantaine de fromageries québécoises. J'y ai même trouvé une fromagerie que je ne soupçonnais pas dans ma propre ville! On nous introduit également à la façon de faire les différents fromages ainsi qu'à leur classification. Le texte est de lecture agréable avec une touche de vécu, par les visites sur le terrain, qui donne un style vivant.

Tout est très bien jusqu'à l'Annexe 1, qui porte sur les suggestions de mariage entre les fromages et les vins et bières. L'auteur y fait de brillantes suggestions de bières de nos micro-brasseries avec les principaux fromages, mais aucune suggestion de vins de chez nous! On nous sert encore uniquement les vins importés, comme si la centaine de vignobles, de cidreries, d'hydromelleries et autres fabriques de boissons alcooliques du Québec à base de petits fruits ou de sève d'érable n'existaient pas. Il me semble qu'avec son expérience, l'auteur aurait pu faire un petit effort supplémentaire puisque même la SAQ est enfin en train de le faire! Il serait aussi pertinent que le chroniqueur du *Devoir* s'y intéresse.

Jean-Marie Dubois
Coauteur du Guide des vignobles
du Québec en 1997.
Université de Sherbrooke, le 26 août 2002

Cher Stéphane Lépine

Nous ne nous connaissons pas personnellement et pourtant, l'annonce de votre départ de l'émission *Paysages littéraires* m'attriste comme la perte d'un ami. Vous aviez les qualités exceptionnelles d'un véritable animateur: l'érudition, le raffinement et la passion de la littérature. Et nous apprenons que la Société Radio-Canada veut miser sur des émissions à caractère «populaire», divertissantes et faciles d'accès... Quelle démission intellectuelle ces dirigeants veulent-ils imposer au nom de leur propre vision de la culture? Et si le concept de culture était un fourre-tout pour retrancher ce qu'il y a de plus vivant dans la création afin de proposer un consensus de culture acceptable? Ces dirigeants sont irresponsables face à l'exigence qu'est la création! M. Lépine, merci. Vous m'avez fait découvrir Pessoa, Torga, Walsers, vous m'avez fait redécouvrir Genet, Handke, Bernhard. Et la liste pourrait être encore très longue. Je suis artiste en arts visuels et la découverte du continent littéraire a été importante dans ma création. Peut-être que les dirigeants de Radio-Canada oublient qu'il y a des publics qui sont à la recherche d'émissions différentes. Pourquoi niveler par la facilité? Je rage de ne plus entendre votre voix si juste et si nuancée, une voix qui nous faisait découvrir cet espace vital qu'est la création. Votre dernière émission annonçait votre départ mais aussi l'idée de se retrouver... Pourquoi pas, pour leur clamer que ces petits décideurs nous imposent l'envahissement d'un véritable «désert intellectuel»!

Amicalement, et vive la création dans toutes ses formes d'expression.
Mario Côté
Artiste en arts visuels
Montréal, le 21 août 2002

LIBRE OPINION

Manifester son désaccord

MARCO SILVESTRO
Étudiant au doctorat en sociologie, UQAM

Des 17 et 18 août derniers, Sylvain Daignault, journaliste, répond à Gabriel Ancil, réalisateur, dans une discussion sur le rôle et les discours du «mouvement militant de gauche» (qu'est-ce que le «mouvement militant», je vous le demande?). Je n'entends pas ici me positionner dans leur débat, mais plutôt répondre directement à M. Daignault car il me semble qu'il avance certains principes sans s'être interrogé sur leur véritable portée. Je rappellerai d'abord les grandes lignes de son argumentation et je les discuterai par la suite.

M. Daignault commence par dire, en substance, que les manifestants qui se sont rendus à Québec en avril 2001 pour manifester contre la tenue du Sommet des Amériques: 1) ont joué le jeu du pouvoir en lui accordant de l'attention; 2) ne connaissent pas les tenants et les aboutissants de leurs actions; 3) il laisse entendre que tout le monde était là pour lancer des pierres et que le discours des manifestants n'était pas étoffé.

M. Daignault construit ensuite une argumentation intéressante, mais très problématique. Il avance que, afin de contrer le «tout-économique» qui nous envahit, il faut d'abord et avant tout bien choisir au quotidien ce que l'on consomme. C'est là que se situe, selon lui, le véritable choix de l'individu et la meilleure façon de faire savoir à nos élus «qui obtiennent aux ordres des riches» que nous ne sommes pas d'accord.

Pour ma part j'y étais, à Québec. Pas deux

jours, toute la semaine: j'étais au Sommet des peuples des Amériques. Là, j'ai entendu plus de discours étoffés qu'il y a pu en avoir derrière la clôture. Et je n'étais pas seul: plus de 2000 personnes ont fréquenté le site pendant quatre jours. Et je ne parle pas de tout le discours qui a suivi, lors de multiples événements publics, sur la question de l'intégration commerciale des Amériques: il est très présent et très étoffé.

Quant aux lanceurs de pierres, ils étaient une minorité devant la clôture. Une très petite minorité parmi les 60 000 personnes qui ont défilé pendant la Marche des peuples, dont certains accompagnés de bébé et de grand-maman. Il me semble que M. Daignault aurait eu intérêt à surseoir à ses principes pour venir constater de visu que ses arguments ne tiennent pas.

Quant à la seconde partie de son argumentaire, je ne peux honnêtement m'y opposer en totalité: moi-même je choisis mes produits de consommation avec soin. Par contre, M. Daignault ne se rend pas compte qu'en mettant de l'avant ce principe comme seul moyen de s'opposer aux riches et aux puissants, il joue leur jeu. En effet, la consommation est un acte privé qui s'accomplit la plupart du temps dans l'individualité. C'est un acte économique, bien qu'on puisse démontrer que, dans une certaine mesure, il soit aussi politique. C'est justement ce que M. Daignault ne fait pas: il se contente d'affirmer que «acheter, c'est voter». Voilà ce que tous les p.-d.g. du monde veulent entendre. Et moi je me permets de lui dire: mais quelle conception de la démocratie mettez-vous de l'avant, M. Daignault? Savez-vous ce que

c'est vraiment, la démocratie? C'est participer, de façon collective, à la gestion de la *res publica*. Cela va au-delà du vote, surtout quand le vote est rendu inutile par un mode de représentation caduc. Cela n'a rien à voir avec la consommation.

Mais que faire quand le vote ne donne presque rien, sinon élire des clones? Il reste à faire de la politique autrement, et c'est justement ce que la plupart des gens présents à Québec en avril 2001 ont fait: certains ont défilé près de la clôture et se sont ré-emparés d'un espace public qui a été privatisé le temps d'un sommet; d'autres ont participé à des activités d'éducation populaire; d'autres, effectivement, ont donné des informations concernant la topographie de la ville, l'emplacement des services d'urgence, etc. (ce que M. Daignault dénigre sous le vocable de «cours de Manifestant 101»); d'autres encore, afin de réinventer la protestation publique, ont créé des espaces festifs et ont politisé le champ culturel. Pendant ce temps-là, j'imagine, M. Daignault regardait ça à la télé, ce qui prouverait qu'il n'a rien vu parce que sa télé appartient à ceux qui veulent qu'il consomme, même «intelligemment» (voyez la campagne de publicité de Shell...).

Tout ce qui s'est passé à Québec pendant cette semaine montre que la démocratie est en santé, malgré qu'une de ses composantes, le mode de scrutin, soit malade. Et je terminerai en disant que la démocratie a besoin que ses citoyens s'intéressent à la chose publique plutôt que de se contenter d'essayer de trouver le moins pire produit sur le marché. Mettez ça dans votre sac d'épicerie, M. Daignault.

IDÉES

Les médias ont bien couvert l'événement

La JMJ: une expression populaire de la foi

JACQUES GAUTHIER
Auteur et professeur à l'université
Saint-Paul d'Ottawa

Dans *Le Devoir* du 20 août, Xavier Gravel-Tirole reproche aux médias d'avoir accordé trop d'importance à Jean-Paul II lors de la JMJ à Toronto, au détriment de la quête spirituelle des jeunes. Lui-même analyste invité à RDI pour cette occasion, il se dit outré de certains commentaires lus dans les médias, d'où le titre qui coiffe l'article: «*Quel traitement donner aux religions?*»

Je me garderai ici de répondre à cette question très complexe où l'affectivité, qu'elle soit de l'émetteur ou du récepteur, joue un rôle important. Je veux simplement réagir à certaines affirmations de l'auteur, même si je suis assez d'accord avec ce qu'il écrit sur la religion, Jésus, la foi, l'Église.

Le procès de l'Église

En général, je trouve que les médias ont bien couvert la JMJ de Toronto. Bien sûr, nous avons eu droit au sempiternel procès de l'Église: morale sexuelle rétrograde, baisse de la pratique religieuse, manque de prêtres, discours éloigné de la réalité, scandale des abus sexuels... *Le Devoir* y est allé de sa contribution critique par les propos souvent acerbes de Stéphane Baillargeon et l'éditorial décapant du 27 juillet de Jean-Robert Sansfaçon, mais d'autres articles ont apporté un éclairage positif.

La télévision de Radio-Canada y fut très présente. Les journalistes et les commentateurs étaient plus ou moins pertinents dans leurs propos, mais dans l'ensemble c'était assez bien équilibré. Ça nous a valu des heures intenses de télévision où le témoignage de certains jeunes perçait l'écran. Je n'oublierai pas celui d'une jeune fille d'Amos, après sa rencontre avec le pape à l'aéroport. Son sourire et ses paroles étaient d'une telle authenticité que le journaliste en était ému.

Émotion ou raison

Les jeunes en quête de sens et d'amour reconnaissent cette authenticité dans la figure de celui qui représente pour plusieurs un père et un grand-père. Est-ce que les médias lui ont donné trop d'importance? Probablement. Il faut dire que c'était de la grande visite et qu'il est difficile de résister à une telle image médiatique. Mère Teresa rayonnait aussi à sa façon. Mais je ne pense pas que le vieux pape ait fait ombre aux jeunes, comme le souligne Xavier Gravel-Tirole. Il est tout de même le successeur de Pierre et un chef spirituel pour notre temps. Son effort pour la paix dans le monde, comme en témoignent les rencontres de prière entre les représentants des religions à Assise, est reconnu par tous. Il disait justement à Assise le 26 janvier: «*Il n'y a pas de paix sans justice, pas de justice sans pardon.*»

Gravel-Tirole est sévère lorsqu'il écrit: «*Pourquoi tant de larmes, d'émotion à voir passer le pape? Elle ne veut rien dire, cette émotion.*» Ce jugement péremptoire détonne. Je comprends qu'il fasse le lien avec les stars du show-business qui font monter les cotes d'écoute. C'est le grand dilemme du journalisme: distraire ou informer. Mais comment juger de ce que des jeunes aient pu vivre au passage du pape? Ma fille de 22 ans, présente à la JMJ avec

d'autres jeunes du diocèse de Gatineau, a pleuré d'émotion lorsque le pape est passé près d'elle. C'était tellement lumineux, m'a-t-elle dit à son retour. Comment ne pas l'accueillir dans ce qui fut pour elle une expérience de grande tendresse?

Cela me rappelle la visite du reliquaire de sainte Thérèse de Lisieux au Canada. Près de deux millions de personnes ont défilé devant le reliquaire. J'ai accompagné le reliquaire pendant un mois au Québec et c'était partout la même émotion de joie, de paix, de recueillement et de prière. Là aussi, les médias ont bien couvert l'événement. Les faits parlaient d'eux-mêmes, les journalistes n'avaient qu'à rapporter ce qu'ils voyaient. Il ne faut tout de même pas leur demander qu'ils nous fassent un cours de théologie.

Le besoin des témoins

Gravel-Tirole, comme d'autres, est peut-être moins sensible à l'expression populaire de la foi. Car c'est de cela qu'il s'agit ici: chants religieux, sacrement du pardon, chemin de croix, vigile, chapelet, messe. La JMJ est un pèlerinage avec ses rites et ses symboles, ne l'oublions pas. L'anthropologie nous révèle que les gens ont besoin de fête, d'exprimer leur foi, de prier ensemble, de rencontrer des témoins qui soient près d'eux, comme la jeune Thérèse de Lisieux et le vieux Jean-Paul II. Jésus avait pitié de ces foules qui avaient faim et soif d'une parole qui guérit et qui libère. Le pape, malade et fatigué,

n'écoute lui aussi que cette soif du monde. Il pourrait démissionner, mais ce n'est pas la lecture qu'il fait de l'Évangile, comme il l'a exprimé le 19 août, lors d'une messe célébrée en Pologne: «*Très sainte mère, donne-moi les forces physiques et spirituelles pour pouvoir remplir jusqu'à la fin la mission que le Christ ressuscité m'a confiée.*» (*Le Devoir*, 20 août, page A 4).

À carrefour des spiritualités, l'Église est à la recherche de son identité. Cela peut la rendre plus humble et plus vraie. On la critique plus souvent que d'autres pouvoirs, je pense aux médias et au milieu universitaire. Mais cette vieille institution qui a façonné la société d'hier a l'art de rebondir sur ses jambes et de défendre «*des valeurs de solidarité, de partage, d'amour et d'espérance.*», comme l'écrivait François Beaulé dans *Le Devoir* du 6 août. Ne rejetons pas trop rapidement son message, car sa force lui vient de l'Évangile, une force révolutionnaire plus puissante que les idéologies, la force d'aimer disait Martin Luther King, à la suite de Gandhi et de François d'Assise.

Pas assez de parcours

Les jeunes cherchent des chemins, l'Église doit se mettre en route avec eux, au lieu de donner des réponses toutes faites. Il y a encore trop de cours et pas assez de parcours, trop de maîtres et pas assez de témoins, trop d'abstraction et pas assez d'expérience, trop de peur et pas assez de confiance, trop de structures et pas assez de poésie, trop de discours et pas assez de silence, trop de réunions et pas assez de prière.

Les JMJ sont un cri de foi pour une Église plus humaine, donc plus sainte. Il y a une telle joie à croire, et cette joie contagieuse était à Toronto, comme elle le sera à Cologne en 2005, cette joie des humbles qui est la couleur de Dieu.

Rentrée scolaire 2002-03

L'État doit investir prioritairement en éducation

Notre développement social en dépend

ANDRÉ CARON
Président, Fédération des
commissions scolaires du Québec

En cette rentrée scolaire, les dirigeants et le personnel des commissions scolaires du Québec ont raison d'être fiers de la qualité croissante des services éducatifs offerts à près d'un million de jeunes Québécois.

Un récent sondage Léger Marketing révèle, en effet, une hausse de satisfaction de 19 % de la population à l'égard de l'école secondaire publique et de 8 % à l'égard de l'école primaire, au cours des dernières années. Nos écoles publiques répondent bien aux attentes de la population. Elles sont innovatrices, elles préparent des projets emballants animés par des enseignantes, des enseignants et du personnel scolaire passionnés pour leur métier.

Que ce soit des mesures pour contrer le décrochage scolaire, soutenir les élèves en difficulté d'apprentissage, stimuler l'apprentissage des élèves talentueux, former sur mesure des adultes en vue de répondre aux besoins en main-d'œuvre qui doit être de plus en plus qualifiée, les commissions scolaires et les écoles publiques s'adaptent aux besoins exprimés par les milieux. Les commissions scolaires ont constitué, au fil des ans, d'impressionnantes alliances avec la communauté, le monde municipal, le milieu de la main-d'œuvre et des affaires ainsi que le secteur de la santé et des services sociaux, pour faire de l'école le pivot de la communauté.

Mieux informer les parents

Malheureusement, les réalisations extraordinaires de l'école publique québécoise sont trop peu connues et valorisées. Le réseau scolaire doit mieux faire connaître les objectifs, les valeurs, les services offerts et les résultats atteints par les commissions scolaires et les écoles. Le réseau scolaire devra mettre plus d'effort à informer la population et plus particulièrement les parents. D'ailleurs, les sondages indiquent que plus la population connaît l'école publique, plus elle l'apprécie et avec raison puisque les élèves québécois se classent dans les premiers en sciences, en mathématiques et en lecture parmi les 32 pays de l'OCDE et ils sont parmi les meilleurs en mathématiques à l'échelle canadienne.

Les succès ne doivent pas nous faire perdre de vue les nombreux défis que le réseau scolaire devra relever au cours de l'année scolaire 2002-03. Parmi les plus importants, mentionnons: la poursuite de la réforme au primaire et les débuts de l'appropriation de la réforme dans certaines écoles secondaires, la recherche de solutions pour faire face à la fluctuation des clientèles scolaires qui se traduit par une diminution de clientèle dans la plupart des commissions scolaires en régions. La fluctuation des clientèles se traduit également par des problèmes particuliers dans une dizaine de commissions scolaires en croissance. Certaines voient aussi leur clientèle diminuer au primaire et continuer à augmenter au secondaire.

Au cours de l'année scolaire 2002-03, la clientèle scolaire passera, selon les estimations, de 978 000 élèves à 970 000. Les prévisions nous indiquent qu'il y aurait, en 2005-06, 931 000 élèves dans le réseau des commissions scolaires avec les impacts que l'on connaît déjà sur le maintien des petites écoles.

La lutte au décrochage, la formation professionnelle courte, l'implantation de la politique de la formation continue, une information accrue aux parents et à la population par les commissions scolaires et les écoles, l'amélioration du financement du transport scolaire, les négociations des prochaines conventions collectives, la lutte à la pauvreté, le développement de partenariats entre les commissions scolaires, le monde municipal et le milieu des affaires



JACQUES NADEAU LE DEVOIR

Nos écoles publiques répondent bien aux attentes de la population.

pour favoriser le développement des régions, sont autant de défis — pour ne pas dire d'obligations — qui interpellent les commissions scolaires, toujours avec l'objectif d'offrir des services de la meilleure qualité possible à nos élèves.

L'éducation, fer de lance de la lutte à la pauvreté

Enfin, il faut que le gouvernement continue d'investir en éducation, le meilleur moyen pour lutter contre la pauvreté et l'exclusion sociale. C'est également le meilleur moyen de permettre au Québec de connaître une croissance économique encore plus rigoureuse et une création d'emplois plus rémunérateurs.

Le Québec constitue un cas fort intéressant en ce qui concerne l'impact de l'éducation sur la croissance. Il est incontestable que la priorité que le Québec a accordée à l'éducation depuis la Révolution tranquille lui a permis de très bien se positionner dans la nouvelle économie du XXI^e siècle, soit l'économie du savoir. La main-d'œuvre qualifiée que l'on retrouve désormais au Québec en grand nombre a rendu possible la création d'emplois en haute technologie et le développement d'industries nouvelles et dynamiques telles que l'aéronautique, la biopharmaceutique, les télécommunications, l'informatique, le commerce électronique, le génie-conseil, etc.

Pour illustrer l'effort de rattrapage du Québec, mentionnons que, il y a 50 ans, les jeunes Québécois de 25 ans avaient une scolarité moyenne de neuf ans par

rapport à 11 ans en Ontario; aujourd'hui, la scolarité moyenne est *grosso modo* la même dans les deux provinces, soit 14 ans, ce qui est légèrement plus élevé qu'aux États-Unis. De plus, le Québec compte plus d'étudiants universitaires en administration et en finance (40 %) que partout ailleurs.

L'augmentation du niveau de scolarisation a aussi rendu les cadres d'entreprises et les travailleurs du Québec plus productifs et plus ouverts aux changements technologiques, de telle sorte que plusieurs secteurs traditionnels comme le meuble, le vêtement, le plastique, le transport, l'agroalimentaire, etc. ont également connu des développements importants.

Grâce à ces percées dans la «*nouvelle économie*» et à cette consolidation de l'ancienne, l'économie du Québec a connu une croissance économique et la création d'emplois.

Par ailleurs, selon une étude récente d'Emploi-Québec, près de 600 000 emplois seraient à combler au Québec d'ici 2005, en raison principalement du départ à la retraite de plusieurs *baby-boomers* . Pour occuper ces emplois disponibles en abondance, il faudra certes que les jeunes soient formés adéquatement. Or, à cet égard, Emploi-Québec entrevoit déjà des difficultés à surmonter dans certains secteurs, dont celui des sciences naturelles et appliquées ainsi que le domaine technique et professionnel.

Investir en éducation est certes la voie à privilégier par le gouvernement pour créer les conditions d'une croissance économique vi-

goureuse et d'un développement social harmonieux. Des rapports de l'OCDE démontrent que plus une société investit dans l'éducation, moins elle aura à dépenser en assurance-emploi et éventuellement en aide sociale.

Dignité des personnes et richesses collectives

Cette éducation qui est la seule garantie d'autonomie et de dignité personnelle, les commissions scolaires la mettent à la portée de tous les enfants et tous les adultes. Pas seulement des enfants qui sont nés dans des familles riches. Pas seulement des enfants qui grandissent dans un milieu où une famille déjà sensibilisée aux avantages de l'éducation et de la culture.

L'école publique est accessible à tous les jeunes et tous les adultes du Québec pour que toutes et tous, riches ou pauvres, profitent de l'essor de la société et pour que toutes et tous aident la société à grandir et à s'épanouir. C'est en instruisant davantage, en améliorant la persévérance scolaire, en multipliant le nombre des personnes capables d'innover, de créer, d'inventer, que le Québec produira à la fois la dignité des personnes et la richesse de la collectivité.

L'éducation, c'est le moteur d'une société! Seule une société construite sur l'éducation a le cœur qu'il faut pour bien traiter l'ensemble de ses citoyens, et particulièrement conduire les démunis vers l'emploi et vers la dignité que donne l'emploi.

En ce début d'année scolaire, telles sont les valeurs fondamentales qui guident le système public d'éducation et que la Fédération et les commissions scolaires vont continuer de promouvoir.

Écrivez-nous!

Le Devoir se fait un plaisir de publier dans cette page les commentaires et les analyses de ses lecteurs et lectrices. Etant donné l'abondance de courrier, nous vous demandons de limiter votre contribution à 8000 caractères (y compris les espaces), ou 1100 mots. Inutile de nous téléphoner pour assurer le suivi de votre envoi: si le texte est retenu, nous communiquerons avec son auteur. Nous vous encourageons à utiliser le courriel (redaction@ledevoir.com) ou un autre support électronique, mais dans tous les cas, n'oubliez pas d'indiquer vos coordonnées complètes, y compris votre numéro de téléphone.

L'ÉQUIPE DU DEVOIR

LA RÉDACTION Journalistes à l'information générale et métropolitaine: Gérald Dallaire (adjoint au directeur de l'information), François Cardinal (actualité municipale), Marie-Andrée Chouinard (éducation) Yves d'Avignon (sports); Paule des Rivières (éditorialiste), Jean Dion, Louis-Gilles Francœur (environnement), Benoît Munger (responsable du site Internet), Josée Boileau, Brian Myles (justice et faits divers), Isabelle Paré (santé); Michel Garneau (caricaturiste); Diane Précourt (pages éditoriales, responsable des pages thématiques); Martin Ducloux et Christine Dumazet (relateurs); Jacques Grenier et Jacques Nadeau (photographes); à l'information culturelle: Michel Bélar (responsable), Jean-Pierre Legault, Stéphane Baillargeon (théâtre), Paul Cauchon (médias), Caroline Montpetit (livres), Odile Tremblay (cinéma), Bernard Lamarque (arts visuels); à l'information économique: Gérard Bérubé (adjoint au directeur de l'information), Dominique Remy, Eric Desrosiers, Valérie Dufour, Pauline Gravel, Claude Turcotte; à l'information internationale: Claude Lévesque, Guy Taillefer, Serge Truffaut (éditorialiste); à l'information politique: Hélène Buzzetti, Manon Cornélius (correspondantes parlementaires à Ottawa), Mario Cloutier et Robert Dutilleul (correspondants parlementaires à Québec), Kathleen Lévesque; Marie-Hélène Alarie (secrétaire à la rédaction); Louise-Maude Rioux Soucy (commentaire); La documentation: Gilles Paré (directeur); Manon Derome, Serge Laplante (Québec), Thérèse Thériault (directrice adjointe), Manon Blanchette, Sylvie Laporte, Martine Bérubé (secrétaires); LA PRODUCTION Christian Goulet (responsable de la production), Claudine Bédard, Michel Bernatchez, Philippe Borne, Johanne Brunet, Danièle Cantara, Richard Deschênes, Micheline Ruelland, (publicitaires), Laurence Thériault (directrice adjointe), L'INFORMATIQUE, Yanick Martel (responsable); PROMOTION, DISTRIBUTION ET TIRAGE, Linda Thériault (responsable service à la clientèle, distribution et tirage), Hélène Gervais, Marie-Ève Santerre, (coordonnatrice à la promotion et à la sollicitation), Monique Des Cormiers, Donald Pilon, Olivier Lavoie, L'ADMINISTRATIVE, Rachelle Leclerc, L'ADMINISTRATIVE Nicole Carmel (responsable des services comptables), Céline Furoy, Olivier Lachambre (contrôleur), Ghislaine Lafleur, Claudette Béliveau (adjointe administrative), Claudine Chevrier, Chantal Rossion, Danielle Rossion, LA FONDATION DU DEVOIR Roger Boisvert (vice-président exécutif et directeur général).

LE DEVOIR

ACTUALITÉS

IRAK

SUITE DE LA PAGE 1

Selon l'agence officielle saoudienne SPA, M. Bush a affirmé lors de cet entretien que les informations récentes concernant les relations [tendues] entre les deux pays «ne sont que des propos irresponsables qui ne reflètent pas l'état de ces relations et ne peuvent affecter leur amitié et leur coopération».

Le président américain s'est aussi montré sévère à l'égard des fuites dans le *Washington Post* sur une réunion d'information en juillet au Pentagone, lors de laquelle l'Arabie Saoudite avait été qualifiée «d'ennemie» des États-Unis et accusée d'être impliquée, à tous les niveaux, dans le terrorisme international.

Interrogé pour savoir si le président Bush avait réussi à atténuer l'opposition saoudienne à une éventuelle intervention en Irak, le porte-parole a expliqué que «chaque fois que le président rencontre des dirigeants étrangers et que le sujet de l'Irak est abordé, le président trouve que c'est un échange constructif d'idées».

M. Mubarak, qui ne cesse depuis plusieurs mois de répéter son opposition à un tel projet, réagissait aux déclarations, la veille, du vice-président américain Dick Cheney.

Ce dernier a averti que son pays ne pouvait ignorer la menace que représente, à ses yeux, le président irakien Saddam Hussein.

«Le risque d'inaction est plus grand que celui de l'action», face à la possibilité que Saddam Hussein se dote de l'arme nucléaire, a-t-il lancé, réaffirmant une nouvelle fois les intentions américaines vis-à-vis de Bagdad.

M. Mubarak a quant à lui répété qu'une intervention militaire en Irak conduirait au «chaos dans toute la région», où le conflit israélo-palestinien constitue déjà un facteur chronique de déstabilisation: «Si l'on attaque l'Irak, et si l'on tue des Irakiens alors que les Palestiniens se font tuer [par Israël], cela conduira à une situation dangereuse», et «aucun dirigeant arabe ne pourra alors contrôler l'explosion de colère des masses», a-t-il ajouté.

Lundi à Djeddah (Arabie Saoudite), le président syrien Bachar al-Assad et le prince héritier saoudien Abdullah avaient lancé la même mise en garde. Une frappe américaine pourrait «déstabiliser la paix et la sécurité et provoquer des tragédies humaines dans la région», ont-ils dit.

Chef de file des monarchies arabes du Golfe, l'Arabie Saoudite s'est déclarée à maintes reprises opposée à toute frappe américaine en Irak et a affirmé que ses bases ne serviraient pas au lancement d'une action militaire contre ce pays.

Soulignant une nouvelle fois les «retombées négatives de toute opération militaire en Irak sur la stabilité de la région — déjà en butte à de nombreux problèmes et conflits — et de la Jordanie en particulier», le premier ministre jordanien Ali Abou Ragheb a pour sa part tenté dimanche de proposer la voie diplomatique. Il a estimé «nécessaire un dialogue entre l'ONU et Bagdad pour permettre le retour en Irak des inspecteurs afin de s'assurer de l'absence d'armes de destruction massive».

«Et si cela se confirme, il faut en contrepartie [donner] des garanties à l'Irak sur la levée de l'embargo» multiforme qui le frappe depuis son invasion du Koweït le 2 août 1990, a-t-il déclaré à l'AFP.

Selon lui, cette équation aura l'avantage d'«encourager l'Irak à appliquer les résolutions internationales dans l'espoir d'obtenir la levée de l'embargo et évitera à ce pays et à la région les retombées négatives d'une attaque».

Si le président Mubarak redoute des manifestations violentes dans les rues du Caire et une montée de l'opposition islamiste, en cas d'attaque américaine, la Jordanie craint aussi une déstabilisation économique.

Ce pays dépend en effet entièrement de l'Irak pour ses approvisionnements en pétrole.

Le département d'État américain a tenté hier de dissiper les inquiétudes internationales suscitées par le discours de fermeté à l'égard de l'Irak tenu lundi par le vice-président américain, affirmant que les propos de Dick Cheney ne devaient pas être interprétés comme des «bruits de bottes».

Le porte-parole du département d'État Richard Boucher a réaffirmé que le président Bush n'avait toujours pas décidé du mode d'action à adopter pour provoquer un changement de régime en Irak, et que Washington n'essayait donc pas de «vendre» un plan de guerre à qui que ce soit.

Par ailleurs, des avions américains et britanniques ont effectué hier deux raids contre des installations radars irakiennes dans les zones d'interdiction aérienne du sud et du nord de l'Irak, a indiqué le Pentagone.

La première attaque dans le sud visait un système de défense antiaérienne à An Nukhayb (à environ 200 km au sud-est de Bagdad) parce que des avions alliés avaient été précédemment pris pour cible, et la seconde visait un site radar sur l'aéroport de Mossoul (à 400 km au nord de la capitale).

Le bombardement d'une installation radar à Mossoul «était la dixième cette année» dans le nord, a indiqué un porte-parole du Pentagone, le lieutenant Dan Hatlege. «Il y a eu 54 provocations de la part des Irakiens» dans la zone d'exclusion nord cette année, a ajouté le porte-parole.

Le raid de Mossoul a été présenté par Bagdad comme un «acte de terrorisme contredisant les règles de l'OACI, qui assure la sécurité aérienne».

LE DEVOIR

Les bureaux du *Devoir* sont situés au 2050, rue De Bleury, 9^e étage, Montréal (Québec), H3A 3M9. Place-des-Arts. Ils sont ouverts du lundi au vendredi de 8h30 à 17h. Renseignements et administration: (514) 985-3333

Le site Internet du *Devoir*: www.ledevoir.com

La publicité

Au téléphone (514) 985-3399
Par télécopieur (514) 985-3390
Extérieur de Montréal 1-800-363-0305 (sans frais)

Les abonnements

Au téléphone (514) 985-3355
du lundi au vendredi de 7h30 à 16h30
Par télécopieur (514) 985-5967
Par courriel abonnements@ledevoir.com
Extérieur de Montréal 1-800-463-7559 (sans frais)

Le *Devoir* est publié du lundi au samedi par Le Devoir Inc. dont le siège social est situé au 2050, rue De Bleury, 9^e étage, Montréal, (Québec), H3A 3M9. Il est imprimé par Imprimerie Quebecor St-Jean, 800, boulevard Industriel, Saint-Jean sur le Richelieu, division de Imprimeries Quebecor Inc., 612, rue Saint-Jacques Ouest, Montréal. L'agence Presse Canadienne est autorisée à employer et à diffuser les informations publiées dans *Le Devoir*. *Le Devoir* est distribué par Messageries Dynamiques, division du Groupe Quebecor Inc., 900, boulevard Saint-Martin Ouest, Laval, Envoi de publication — Enregistrement n° 0858. Dépôt légal: Bibliothèque nationale du Québec.

Aéroports américains

Les voyageurs «basanés» tentent d'échapper aux fouilles

BRAD FOSS
ASSOCIATED PRESS

New York — Depuis le 11 septembre, plusieurs voyageurs ayant le teint basané ou un nom à consonance étrangère ont modifié leurs habitudes de voyage pour échapper aux humiliations — interrogatoires, fouilles à répétition et regards soupçonneux — que leur font subir les services de sécurité et leurs voisins de siège.

«Je n'ouvre pas la bouche du voyage», dit Khaled Saffuri, un Libanais de 45 ans vivant en Virginie. Il se rase de près et revêt son complet chaque fois qu'il prend l'avion — même la fin de semaine. Et pour éviter que les autres voyageurs le dévisagent, il est devenu membre du Club «Tapis rouge» de United Airlines. Pour 450 \$US par année, il a ainsi accès à des salles d'attente moins fréquentées.

Pour sa part, le rédacteur en chef de l'*Arab American Business Magazine*, Nidal Ibrahim, dit qu'il tente d'obtenir un siège à l'arrière de l'avion, le plus loin possible de la cabine de pilotage, pour ne pas inquiéter les agents de bord et les autres passagers. Il s'assure aussi d'aller à la toilette avant l'embarquement pour éviter de faire peur à ses voisins en se levant en plein vol.

«Je fais aussi très attention quand je fais mes bagages, ajoute-t-il. Récemment, je me suis même demandé si j'apporterais un crayon. Je suis écrivain et je me demande si je devrais apporter un foute crayon.»

Depuis quelques mois, les compagnies aériennes

font l'objet de nombreuses poursuites pour discrimination de la part de voyageurs qui estiment avoir été victimes de mauvais traitements. Parmi les plaignants figurent notamment des Américains d'origine arabe, un résident permanent originaire des Philippines ainsi qu'un citoyen des États-Unis né en Guyane.

Quelques cas ont d'ailleurs attiré l'attention des médias récemment. Ainsi, un vol en direction de New York a été escorté par un avion de combat après qu'un passager eut attiré l'attention de l'équipage sur un groupe d'artistes indiens qui se passaient des notes manuscrites et changeaient de place en vol. Les membres de la bande ont été appréhendés à leur descente de l'avion et interrogés. Ils ont été relâchés cinq heures plus tard. Apparemment, ils étaient excités à l'idée de voir New York.

Dans un autre incident, un pilote a refusé de laisser embarquer un Arabe américain membre des services secrets parce qu'il craignait que sa carte d'identification et sa photo soient fausses. L'agent, qui est membre de l'escorte de George W. Bush, n'est arrivé à destination, au Texas, que le lendemain.

Les journaux parlent cependant moins souvent des efforts que font certains voyageurs pour éviter de faire les manchettes ou pour que leurs plans de voyage ne soient pas bouleversés. Selon David Rollock, professeur de psychologie à l'université Purdue, ces comportements peuvent être utiles à court terme. Mais ils risquent d'avoir des conséquences désastreuses sur la santé mentale des voyageurs s'ils perdurent.

USA

SUITE DE LA PAGE 1

Le Zimbabwe a finalement accepté mais entend mouder ce mais pour qu'il n'aboutisse pas dans les champs où il pourrait contaminer les souches traditionnelles à la base de la survie alimentaire de ces pays pauvres.

Un autre volet de la stratégie américaine et d'autres pays occidentaux a par ailleurs été révélé hier par l'Union internationale pour la conservation de la nature, qui les a accusés de vouloir affaiblir l'application du principe de précaution, reconnu dans la Déclaration de Rio et la Convention de Carthagène sur les OGM. Les États-Unis auraient en outre, selon l'UICN, qui compte plusieurs représentants dans les délégations gouvernementales, remis en question l'approche écosystémique dont ils ont été les précurseurs pendant deux décennies. Et ils s'opposeraient avec force à l'adoption d'objectifs et d'échéanciers précis en matière d'environnement, ce qui constitue pourtant l'objectif officiel du Sommet de Johannesburg.

La discrétion de la délégation américaine va de pair avec la décision du président Bush de ne pas participer à ce sommet qui réunira néanmoins plus d'une centaine de chefs d'État. George W. Bush a refusé peu après son arrivée au pouvoir de ratifier le protocole de Kyoto, issu de la Convention sur les changements climatiques que son père avait signé au nom des États-Unis en 1992.

Les Américains ont commencé à marquer des points importants en écrivant un texte exploratoire sur l'ouverture des marchés des pays industrialisés aux pays en voie de développement au cours de la fin de semaine, texte qui a été appuyé par les Européens. Cette bonne entente sur les modalités d'application de la globalisation des marchés dans les pays pauvres en a néanmoins surpris plusieurs en raison de la résistance traditionnelle des États-Unis pour toute forme d'entente multilatérale.

Hier, l'assemblée générale a consacré quelques heures à discuter d'agriculture. Mais la quasi-totalité des débats a été consacrée à la nécessité, reconnue par tous y compris par les groupes environnementaux ou sociaux comme Oxfam, de permettre aux pays en voie de développement d'avoir accès aux grands marchés des pays industrialisés. Mais personne n'a parlé des moyens de rendre l'agriculture moins polluante, moins dommageable pour la vitalité à long terme des sols et de la biodiversité.

Pour la plupart des ONG, le Sommet de Johannesburg commence à ressembler davantage à un sommet sur la libéralisation et la globalisation des marchés qu'à un sommet environnemental. Les Amis de la Terre, pour leur part, n'ont pas hésité dans un communiqué à parler de véritable «détournement de sommet». Ils ont lancé hier une campagne auprès des gouvernements pour que le Sommet mette au point de nouvelles formes d'im-

putabilité pour les grandes corporations, qui vont profiter des partenariats pour prendre le contrôle de plusieurs services publics (eau, énergie et santé) dans les pays en voie de développement.

Quant à l'Union internationale pour la conservation de la nature (UICN), probablement le plus diplomatique des grands groupes environnementaux, elle n'hésitait pas à déclarer hier, par la voix de sa porte-parole, Juanita Castano, que le Sommet est en train «d'affaiblir un des piliers du développement durable: l'environnement».

Les Européens, qui tentent comme les États-Unis d'encadrer d'entrée de jeu les éventuels échéanciers et accords du Sommet par un texte politique favorisant la globalisation des marchés, contestent vouloir inverser l'ordre des priorités de Rio et de l'Agenda 21, qui alignait le développement économique sur les impératifs sociaux et environnementaux.

Nielson Poul, commissaire européen au développement et à l'aide humanitaire, déclarait hier au *Devoir* que Rio n'avait pas placé les marchés au deuxième plan. Et, ajoutait-il, si l'Union européenne insiste pour la mise en place d'objectifs mesurables et d'échéanciers précis, c'est qu'elle voit dans ce moyen «la manière opérationnelle de dire qu'on veut un nouvel équilibre entre marchés et société».

L'Union européenne joue ses cartes de façon très conservatrice pour le moment. Elle n'ouvre pas beaucoup son jeu sur les questions financières, se contentant de dire qu'elle portera la moyenne de ses contributions à l'aide au développement de 0,33 % à 0,39 % d'ici 2006 grâce au rattrapage des pays sous la moyenne. Même s'il s'agit d'un relèvement de 22 milliards d'euros en quatre ans de la contribution annuelle de la CEE (26 milliards par an ou plus de 50 % de la totalité de l'aide internationale), c'est nettement en deçà de ce qui est requis pour doter les 2,2 milliards d'habitants d'ici 2010 de services d'eau potable et d'épuration.

L'ordre du jour du Sommet ne prévoit par ailleurs aucun bilan sur l'action ou l'inaction des gouvernements qui se sont engagés à Rio à stabiliser leurs émissions de gaz à effet de serre au niveau historique de 1990. Très peu ont réalisé cet engagement. Certains pays, comme le Canada et les États-Unis, ont plutôt augmenté radicalement leurs émissions.

Le refus des États-Unis de ratifier le protocole de Kyoto les a conduits à faire pression pour biffer du projet de Déclaration finale le seul paragraphe qui y fait référence. L'article 36 invite les pays qui ne l'ont pas fait à ratifier le protocole. Les Américains et les Australiens, qui semblent décidés à boycotter les efforts de la communauté internationale pour juguler le réchauffement climatique afin de ne pas menacer leur mode de production énérgivore, trouvent insultante une invitation qui les vise d'autant plus explicitement qu'ils sont les seuls grands pays occidentaux à refuser de modifier leur comportement.

CHRÉTIEN

SUITE DE LA PAGE 1

M. Chrétien arrivera à Johannesburg tard samedi et prendra la parole lundi. Les hauts fonctionnaires ont reconnu hier que son discours n'était pas encore finalisé, et qu'il était encore possible en théorie que le premier ministre le modifie ou s'en écarte comme bon lui semble, mais cela ne semble pas à l'horizon. Jean Chrétien n'aura que cinq minutes au cours desquelles il devra, fait-on valoir, aborder les cinq thèmes du sommet, soit l'eau, l'énergie, la santé, l'agriculture et la biodiversité.

«Il vaudra situer Johannesburg dans la foulée des rencontres de Doha [relance des négociations de l'OMC prenant en compte les demandes des pays en voie de développement], Monterrey [conférence de l'ONU où les États-Unis, l'Europe et le Canada ont accepté d'augmenter leur aide au développement], et de Kanakaskis [sommet du G8] et de continuer de jouer le rôle de leader en matière de réduction de la pauvreté et de dé-

veloppement de l'Afrique, explique un haut fonctionnaire. Il fera référence, j'imagine, à la question des changements climatiques et à la question de Kyoto, mais je ne sais pas dans quels termes il s'exprimera.»

Le Sommet de Johannesburg, a indiqué une autre fonctionnaire fédérale présente en Afrique du Sud, sera l'occasion de parler de mise en œuvre. «Il s'agit d'une conférence assez différente du Sommet de Rio. Elle n'a pas pour but de lancer une nouvelle ronde de négociations sur une série de nouvelles conventions. Elle a pour but de s'attarder aux détails de mise en application [de ce qui a été décidé dans le passé].»

En entrevue, la députée libérale Hélène Scherrer disait espérer que Jean Chrétien déclare non seulement la ratification du protocole de Kyoto, mais aussi le dépôt d'un budget vert dans lequel il y aurait réaffectation importante des ressources en fonction du développement durable. Jusqu'à présent, il semble que les commentaires de M. Chrétien seront généraux et n'entreront pas dans ces détails.

ANTIDOTES

SUITE DE LA PAGE 1

Les résultats de cette enquête, qui sont publiés aujourd'hui dans le *Journal of American Medical Association* (JAMA), montrent en effet que les bambins qui ont habité au cours de la première année de leur vie dans un environnement occupé par au moins deux représentants de la gent canine ou féline sont deux fois moins susceptibles de souffrir d'allergies, vers l'âge de 6 ou 7 ans, que les enfants ayant eu peu ou pas de contact avec ces animaux.

Les enfants qui très tôt dans leur vie se sont frottés à des animaux ont de plus faibles niveaux d'anticorps et beaucoup moins de réactions cutanées positives aux allergènes de chiens, de chats, d'herbe à poux, de graminées et d'acariens contenus dans la poussière, apprenant dans l'étude en question.

«Habituellement, les allergologues conseillent aux futurs parents qui ont souffert d'allergies ou d'asthme dans leur vie d'éliminer les animaux de la maison afin de réduire le risque d'allergie chez leurs rejetons», explique Christine Cole Johnson, épidémiologue et co-auteur de l'étude. Or cette nouvelle enquête indique plutôt que la présence d'un animal auprès d'un enfant alors qu'il est très jeune pourrait influencer favorablement le développement de son système immunitaire.»

Pour des raisons qui ne sont pas encore très bien comprises, les chercheurs croient que ce sont les endotoxines, des substances associées aux bactéries présentes sur les animaux, qui favorisent l'essor d'une certaine immunité protectrice contre les allergies courantes.

Pour en arriver à de telles conclusions, les chercheurs ont colligé des données sur les concentrations d'allergènes dans la poussière et l'air du domicile et des lieux de garde de 242 fillettes et 232 garçons. Ces enfants ont été soumis périodiquement à une batterie de tests d'allergie: des tests sanguins destinés à mesurer les anticorps circulants responsables des allergies, des épreuves pulmonaires permettant d'évaluer la réactivité des voies respiratoires, et des tests cutanés par lesquels les médecins détectent les hypersensibilités à certains allergènes.

L'analyse des données recueillies a révélé que les enfants ayant passé leur première année de vie à proximité d'au moins deux chats ou chiens étaient à l'âge de sept ans beaucoup moins (plus de deux fois moins) prédisposés à produire des anticorps — source de réactions allergiques — que les enfants n'ayant pas vécu avec de tels animaux, lorsqu'ils se retrouvaient en présence de divers allergènes d'intérieur ou d'extérieur.

Lorsqu'ils atteignaient sept ans, les enfants qui dès leur naissance avaient vécu avec chiens et chats produisaient des anticorps aux allergènes issus de plantes, telles que l'herbe à poux, environ trois fois moins souvent que les enfants tenus à l'écart d'espèces animales.

Bien que de plus amples recherches s'imposent, Christine Cole Johnson affirme qu'elle recommandera aux futurs parents de ne pas se séparer de leurs animaux domestiques, mais plutôt de les intégrer à la vie de famille.

SAURA

SUITE DE LA PAGE 1

Elle s'est nourrie du jazz, entre autres. Le flamenco est vivant. Dans mon cinéma, j'essaie de montrer qu'il se renouvelle, en faisant varier son tempo, sinon il demeurerait dans sa bouteille. Je fais l'orthodoxie.»

Espagnol donc, si Espagnol qu'à l'heure de faire la mise en scène de *Salomé*, un ballet que la danseuse et chorégraphe Aida Gomez a créé à partir de l'épisode biblique, Saura a voulu que la danse de la belle devant Hérodote soit du flamenco, avec son rythme si marqué. «Le film n'est pas qu'un film, explique le cinéaste. J'ai dirigé *Salomé en même temps pour la scène et pour l'écran*.» Depuis le début de 2002, le ballet *Salomé* se trimbalent en tournée à travers l'Espagne. Quant au film, il témoigne aujourd'hui de cette aventure créatrice tout en vivant son existence propre sur la pellicule: ballet capté, et aventure de cette création racontée.

«L'idée de départ appartient à la danseuse et chorégraphe Aida Gomez, précise Carlos Saura. Elle rêvait de créer un ballet moderne à partir de l'histoire de *Salomé*, qui séduisit le roi Hérodote avec sa danse et exigea en échange la tête de Jean le Baptiste. Je ne connaissais pas Aida Gomez et mal l'histoire de *Salomé*, mais le contact fut tellement chaleureux entre moi et la chorégraphe que j'ai voulu faire un film en plus de diriger le ballet.»

Saura suit très vite ce qu'il voulait: le rythme du flamenco au cœur des danses donc, mais aussi les couleurs des éclairages et des costumes évoquant à la fois la Méditerranée et l'Orient. «Vous savez, l'Espagne a subi toutes sortes d'influences dans son histoire, celle des Arabes notamment. Nous sommes bariolés. Le ballet *Salomé* l'est aussi.»

«Le film était pour moi la partie la plus facile du processus, explique le cinéaste. J'ai moins d'expérience dans la direction d'un ballet qu'au cinéma. Pour ce spectacle *Salomé*, il m'a fallu travailler au même rythme qu'Aida Gomez à la chorégraphie et que Roque Banos à la musique. Aucun des aspects de cette création ne pouvait traîner derrière. Sans musique, pas de ballet. Sans danse, pas de musique, mais la coordination d'ensemble — ma partie — se révélait tout aussi essentielle. La caméra, c'était moi, même quand un autre la tenait.» Aux yeux de Carlos Saura, il était primordial que le directeur-photo possède un sens du rythme, une oreille musicale, afin d'épouser au besoin les mouvements de la danse, de s'oublier aussi.

«Dans un film classique, les dialogues, l'intrigue commandent l'appui de décors précis, mais un "musical" procure certains avantages. La lumière peut jouer un rôle crucial avec des panneaux qui servent à la capter. Nul besoin de vrais décors. La scénographie peut se simplifier pour laisser aux artistes la plus grande liberté possible.»

Carlos Saura n'abandonnera pas le film musical et dansant. Après tout, le genre marie ses passions pour l'image, le mouvement et la musique. «Il existe à Madrid une école appelée *Amor de Dios* où l'on enseigne aussi bien la danse du ventre que la danse contemporaine, le flamenco que la boxe. J'ai envie de réconcilier toutes ces disciplines, de découvrir comment on peut faire boxer le flamenco.» Il rit, rêve de servir la tradition à une nouvelle sauce. Classique, Carlos Saura, mais orthodoxe, surtout pas.

Restaurant Gutenberg — cuisine française qui fait bonne impression

CE SOIR: Soirée «Flashback» des années 80

DÈS 22H LES SOIRÉES DU FESTIVAL DES FILMS DU MONDE.

359, av. du Président-Kennedy (coin de Bleury) • Place des Arts • Tél.: 285-8686 • gutenberg@qc.airs.com